

BULLETIN DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE POUR DJIBOUTI



Vers une croissance durable : Améliorer la stabilité budgétaire et la compétitivité du secteur numérique

Automne 2022



Bulletin de conjoncture économique pour Djibouti

Vers une croissance durable :
*Améliorer la stabilité budgétaire
et la compétitivité du secteur numérique*

2e édition Automne 2022



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Ce texte a été rédigé par le personnel de la Banque mondiale, avec des contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions présentées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale ou des pays qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne peut garantir l'exactitude, l'exhaustivité ou le caractère actuel des données incluses dans ce document et n'assume aucune responsabilité pour les erreurs, omissions ou divergences dans les informations, ni aucune responsabilité en ce qui concerne l'utilisation ou le défaut d'utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions énoncés. Les frontières, les couleurs, les dénominations, et toute autre information figurant sur les cartes ou autres documents annexes, n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que le Groupe reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune mention dans les présentes ne doit constituer, être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et à l'immunité de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication est protégé par le droit d'auteur. Cependant, la Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce document peut être reproduit, en tout ou en partie, et ce, uniquement à des fins non commerciales et à condition que la source soit dûment citée.

Pour tout renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, veuillez envoyer votre demande par courrier à l'adresse suivante : Office of the Publisher, World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; par télécopie au : 202-522-2625 ; ou par courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture : Prachaya Roekdeethaweasab/Shutterstock (Djibouti 5000 Francs 2002 Banknotes), Travel2Sea.com/Shutterstock (Lac Abbe, Djibouti), Zeinab Ismail (Route de Venise, Djibouti) et Dave Primov/Shutterstock (Tadjoura, Djibouti). Toute réutilisation doit faire l'objet d'une autorisation supplémentaire.

Conception et mise en page par The Word Express, Inc.

TABLE OF CONTENTS

Remerciements	vii
Résumé analytique	ix
Executive Summary	xi
الموجز التنفيذي	xiii
Introduction	xv
1. Évolutions économiques récentes	1
Secteur réel : une activité ralentie en dépit d'une demande intérieure en expansion	1
Inflation : une forte inflation depuis fin décembre 2021 en raison de la hausse des prix de l'énergie	3
Évolution des finances publiques : une pression budgétaire exacerbée par les subventions et les autres mesures visant à atténuer les effets de l'augmentation des prix des produits de base et de la dette publique	4
Dette publique : un endettement de l'État qui s'accroît et devient insoutenable	7
Secteur monétaire : une amélioration de la couverture des émissions monétaires et du crédit au secteur privé	10
Secteur extérieur : un compte courant de la balance des paiements fortement détérioré et financé par les investissements directs et des avoirs extérieurs des banques en hausse	12
2. Perspectives à moyen terme	15
Secteur réel : un dynamisme des travaux publics, source de perspectives positives à moyen terme	15
Secteur fiscal : un déficit budgétaire qui devrait lentement se réduire à moyen terme	16
Secteur extérieur	18
3. Chapitre spécial : le potentiel numérique de Djibouti	21
Références bibliographiques	31

Annexe 1 : Application de la méthode d'analyse de frontière stochastique pour l'évaluation du potentiel fiscal de Djibouti	33
Annexe 2 : Djibouti : prix moyen des produits de première nécessité, Juillet 2020-Août 2022 (FDJ)	35
Annexe 3 : Djibouti, principaux indicateurs de l'activité économique, 2020-2022 (premier et deuxième trimestres).	37
Annexe 4 : Carte des câbles sous-marins de Djibouti Telecom	43

Liste des figures

Figure 1 Les exportations chinoises vers l'Éthiopie sont en baisse...	2
Figure 2 La baisse tendancielle du nombre de conteneurs traités dans les ports djiboutiens se poursuit en 2022.	2
Figure 3 La consommation d'électricité est en hausse depuis le dernier trimestre de 2021.	2
Figure 4 Le nombre de permis de construire délivrés est reparti à la hausse au premier trimestre de 2022	2
Figure 5 Le secteur des services demeure le premier contributeur au PIB en 2022	3
Figure 6 Du côté de la demande, la consommation des ménages est le principal contributeur au PIB	3
Figure 7 La volatilité des prix tant de l'énergie que des produits frais affecte l'indice des prix à la consommation.	3
Figure 8 L'inflation annuelle moyenne devrait, elle aussi, augmenter	4
Figure A1 L'indice des prix des produits alimentaires de base est en hausse depuis mars 2022	5
Figure A2 Les ménages les plus vulnérables sont les plus affectés par la hausse des prix des produits de base.	5
Figure 9 Les recettes non fiscales et les dons étaient plus faibles à la fin mars 2022 qu'à la même période de l'année précédente.	6
Figure 10 La légère hausse des dépenses courantes a été compensée par la réduction des dépenses d'investissement.	7
Figure B1 L'écart entre la frontière et le niveau effectif des recettes fiscales s'est creusé au cours des dernières années	8
Figure B2 Les inefficacités sont liées à la fois à la politique et à l'administration fiscale	8
Figure B3 Le potentiel de collecte supplémentaire est le plus élevé pour la TVA	8
Figure B4 Le niveau élevé des droits d'accises pose des problèmes d'équité fiscale	8
Figure 11 La majeure partie de la dette est extérieure détenue par des créanciers bilatéraux non traditionnels.	9
Figure 12 La dette des entreprises publiques garantie par l'État représente 70 % du total	9
Figure 13 La couverture de la caisse d'émission est appropriée, tandis que le niveau des réserves stagne.	11
Figure 14 Les crédits aux entreprises publiques et à l'État central ont diminué	11
Figure 15 Le niveau de liquidité du système bancaire djiboutien demeure élevé liquide en dépit de la tendance baissière observée depuis début 2021	11
Figure 16 La rentabilité consolidée des banques affiche une tendance baissière depuis décembre 2015	12
Figure 17 Le compte courant devrait continuer de se détériorer	13
Figure 18 La baisse du niveau des réserves grève la position extérieure de l'État	13

Figure 19	Dopée par l'investissement public, la croissance réelle devrait repartir à la hausse à partir de 2023	15
Figure 20	Les deux déficits devraient coexister à moyen terme.	18
Figure 21	Couverture des réseaux 2G, 3G, 4G (% de la population, 2020)	23
Figure 22	Comparaison des abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants, pays de référence, 2020	25
Figure 23	Comparaison des abonnements uniques au haut débit mobile pour 100 habitants, pays de référence, 2020/2021.	25

Liste des tableaux

Tableau 1	Projet d'appui d'urgence en réponse aux chocs issus de la crise ukrainienne	17
Tableau 2	Indicateurs économiques clés	19
Tableau 3	Comparaison des principaux indicateurs de télécommunications.	23
Tableau 4	Haut débit fixe, vitesse moyenne de téléchargement (Mbit/s), août 2022	24
Tableau 5	Tarifification du haut débit (2022)	24

Liste des encadreaux

Encadré A	Hausse des prix alimentaires – origines, conséquences et mesures d'atténuation	4
Encadré B	Mobilisation des ressources domestiques : quels leviers pour Djibouti ?	7
Encadré C	Effets de la guerre en Ukraine sur l'économie djiboutienne.	16



REMERCIEMENTS

Cette deuxième édition du Bulletin de conjoncture économique (BCE) pour Djibouti a été préparée par une équipe dirigée par Rick Emery Tsouck Ibounde (économiste principal responsable de Djibouti) sous la direction de Marina Wes (directrice régionale des opérations, Djibouti, Égypte et Yémen), Nadir Mohammed (directeur régional pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, département Croissance équitable, finance et institutions), Éric Le Borgne (chef de la Division macroéconomie, commerce et investissement pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient), Michel Rogy/Nicole Klingen (chef de la division Économie numérique pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient), Boubacar-Sid Barry (Représentant résident pour Djibouti), et Mark Eugene Ahern (économiste en chef, division Croissance Équitable, Finance et Institutions pour Djibouti, l'Égypte et le Yémen).

Les chapitres sur les développements économiques et financiers récents (chapitre I) et les perspectives à moyen terme et les risques (chapitre II) ont été préparés par Rick Emery Tsouck Ibounde (économiste principal), Ferdinand Owoundi Fouda (économiste), et Malik Garad (consultant, économiste). Le chapitre spécial consacré au potentiel numérique de Djibouti (chapitre III) a été préparé par Éric Dunand (spécialiste principal en Développement numérique), Lamia Naji (consultante en Développement numérique) et Tala Khanji (consultante en Développement numérique).

Cette nouvelle édition du document semestriel a été enrichie par les commentaires et suggestions émis par Zeljko Bogetic, Chef économiste de la division macroéconomie, pour l'Égypte, Djibouti et le Yémen.

L'équipe de la Banque mondiale tient à remercier pour leur collaboration de nombreuses entités gouvernementales, notamment la Banque centrale de Djibouti, la Direction de l'économie et du plan, la Direction de la dette publique, la Direction du Budget, l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSTAD), l'Autorité Portuaire et des Zones Franches de Djibouti (APZF), et la Direction Générale de Djibouti Telecom, qui ont fourni les données et informations nécessaires pour les différentes parties du BCE.

Les constations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à leurs auteurs et ne reflètent aucunement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'ils représentent.

Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités à Djibouti, veuillez visiter le site : <https://www.worldbank.org/en/country/djibouti> (en anglais).

Pour toute question ou tout commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter par courriel Rick Emery Tsouck Ibounde (rtsouckibounde@worldbank.org) et Éric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'activité économique de Djibouti a ralenti depuis le début de 2022, après le rebond observé en 2021 du fait de la reprise graduelle à l'issue de la pandémie du COVID-19.

La croissance du PIB réel est estimée à 3,6 % pour l'ensemble de l'année 2022, contre 4,3 % en 2021. Ce ralentissement est dû aux tensions logistiques associées à la guerre en Ukraine et aux fermetures des ports en Chine au cours du premier semestre de 2022, auxquelles se sont ajoutées la flambée des prix, une forte sécheresse et une demande éthiopienne atone. Ces événements expliquent essentiellement la contribution plus faible du secteur tertiaire, le principal moteur de la croissance du côté de l'offre, alors que la composante privée de la demande intérieure semble se maintenir, en dépit de la forte inflation.

La pression budgétaire s'est amplifiée sous l'effet des mesures d'atténuation de l'impact de la guerre en Ukraine, de l'aggravation de la sécheresse et de la forte hausse du service de la dette en 2022. Le déficit budgétaire devrait légèrement se creuser à 3,5 % du PIB en 2022, contre 3,3 % en 2021. Pour faire face aux tensions de trésorerie induites par un service de la dette publique qui a plus que triplé en 2022, le Gouvernement a recouru, depuis le début de l'année, à l'accumulation d'arriérés extérieurs qui ont atteint 3 % du PIB en juin 2022. Une action urgente est nécessaire pour apurer les arriérés bilatéraux existants et mettre en œuvre l'assainissement budgétaire nécessaire à la viabilité à long terme de la dette.

La hausse des prix internationaux de l'énergie et des denrées alimentaires a généré une forte inflation en glissement annuel. L'indice général des prix a atteint 11,5 % en glissement annuel à la fin juin 2022. Cette augmentation traduit la transmission des prix mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires, auquel s'ajoutent des facteurs domestiques tels que la forte sécheresse qui affecte la production bovine, ou encore les pénuries périodiques d'importation de produits frais d'Éthiopie.

Le solde du compte courant de la balance des paiements s'est encore détérioré en 2022. Au cours des premiers mois de l'année, la croissance des importations, hydrocarbures compris, a surpassé celle des exportations, contribuant à creuser le déficit commercial. En même temps, les revenus nets des actifs sont en baisse en raison d'une augmentation du service de la dette accompagnée d'une diminution des avoirs extérieurs du système bancaire et des envois de fonds des migrants. Bien qu'en baisse par rapport à septembre 2021, les avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires demeuraient confortables à 601 millions d'USD à la fin de juin 2022 assurant une couverture de la caisse d'émission au-delà du minimum requis de 100%.

Le secteur bancaire est demeuré globalement stable et solide, en dépit des nombreux chocs auxquels fait face l'économie djiboutienne. Le stock des prêts non performants (PNP) consolidés des banques a fortement baissé de 29,4 % entre

décembre 2019 (23 337 millions de FDJ) et juin 2022 (17 483 millions de FDJ). Entre fin 2016 et juin 2022, le taux des PNP a été divisé par trois passant de 22,4 % à 7,1 % du total des crédits distribués. Cependant, la détérioration du ratio des actifs liquides par rapport au total des actifs (50,2 % en juin 2022, contre 63,7 % en décembre 2020) pourrait influencer à terme la capacité du secteur bancaire à faire face à des chocs sévères.

L'économie djiboutienne devrait se redresser progressivement à moyen terme, tirée par la mise en œuvre des programmes d'investissement privés et publics (y compris le développement du Projet de parc industriel de Damerjog) et des réformes structurelles entreprises dans le cadre du Plan National de Développement Djibouti ICI (Inclusion – Connectivité – Institutions). La croissance du PIB devrait ainsi s'accélérer pour atteindre 5,3 % en 2023 et 6,2 % en 2024. La redéfinition des priorités des dépenses d'investissement de l'administration centrale, le gel des nouveaux recrutements dans la fonction publique, et l'amélioration de l'efficacité de l'administration centrale devraient contribuer à réduire lentement le déficit budgétaire qui devrait atteindre 2 % du PIB en 2024 soit 1.5 point de moins qu'en 2022. Le solde du compte courant devrait, lui, s'améliorer dans l'hypothèse d'une augmentation de la demande éthiopienne de services de transport et logistiques et d'une réduction des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement du transport maritime international.

Quatre risques principaux peuvent compromettre les perspectives à moyen terme de Djibouti : (i) une détérioration supplémentaire de la situation budgétaire qui résulterait d'une accumulation continue de la dette publique, d'une diminution continue des recettes et de l'augmentation des exonérations fiscales; (ii) des chocs potentiels dans les chaînes de valeur mondiales du transport et de la logistique (particulièrement importants pour les activités des entreprises publiques liées aux ports) ; (iii) la poursuite ou l'intensification possible de la crise éthiopienne ; et (iv) les chocs climatiques, y compris la sécheresse et les inondations. Pour renforcer sa résilience aux multiples chocs exogènes auxquels il fait face, Djibouti met en œuvre une stratégie de

diversification de ses activités portuaires en hub maritime, afin de capter davantage de valeur ajoutée dans le commerce international. Cette stratégie inclut le développement d'un chantier de réparation navale, d'un nouveau terminal pétrolier et un nouveau quartier d'affaires à l'ancien port. Par ailleurs, pour faire face à l'impact des changements climatiques, Djibouti développe une stratégie nationale pour la promotion d'une économie verte dont les activités contribueront à générer des revenus supplémentaires pour la population à travers le développement d'activités écotouristiques, en plus de leur impact bénéfique sur le changement climatique.

Dans un tel contexte, le développement croissant des réseaux et de l'utilisation du numérique constituent pour Djibouti un important potentiel de création d'opportunités économiques et sociales. L'analyse de la relation entre l'adoption du haut débit/très haut débit et la croissance du PIB révèle que si le secteur est ouvert à la concurrence, l'amélioration de la pénétration de l'Internet mobile qui en découlerait pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de 0,9 % à 1,1 % du PIB national d'ici 2025. Le chapitre spécial de cette édition évalue le potentiel de l'économie numérique à Djibouti ainsi que les facteurs stratégiques et institutionnels qui permettraient de le libérer au profit de l'économie réelle. La conclusion qui en ressort est qu'une amélioration de la compétitivité du secteur du numérique permettrait de produire des services moins chers et de meilleure qualité favorable à l'émergence de nouveaux secteurs d'activité, de consolider la position du pays en tant que plaque tournante régionale, et d'attirer davantage d'investisseurs privés. Il en ressort également que les récents efforts entrepris par le Gouvernement doivent être menés à terme, notamment par la mise en œuvre effective de l'Autorité de Régulation Multisectorielle de Djibouti (ARMD) et du Ministère Délégué chargé de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MDENI), et être complétés par des réformes destinées à promouvoir un environnement plus favorable à l'économie numérique et à mettre en place un marché concurrentiel stimulant l'investissement privé et l'innovation.



EXECUTIVE SUMMARY

Djibouti's economic activity has slowed since the beginning of 2022, after the rebound observed in 2021. Real GDP growth is estimated at 3.6% for the full year 2022, down from 4.3% in 2021. This slowdown is due to logistical tensions associated with the war in Ukraine and port closures in China in the first half of 2022, combined with soaring prices, severe drought, and subdued Ethiopian demand. These events mainly explain the weaker contribution of the tertiary sector, the main driver of growth on the supply side, while the private component of domestic demand seems to be holding up, despite high inflation.

Fiscal pressure has increased as a result of measures to mitigate the impact of the war in Ukraine, worsening drought, and a sharp increase in debt service in 2022. The fiscal deficit is expected to increase slightly from 3.3% of GDP in 2021 to 3.5% in 2022. To cope with the liquidity pressures induced by a public debt service that has more than tripled in 2022, the government has resorted to external arrears accumulation since the beginning of the year, which reached 3% of GDP in June 2022. Urgent action is needed to clear the existing bilateral arrears and implement the fiscal consolidation necessary for long-term debt sustainability.

Rising international energy and food prices generated high year-on-year inflation. The general price index reached 11.5% year-on-year at the end of June 2022. This increase reflects, among other things, the passthrough of higher global oil and food

prices, coupled with domestic factors such as the severe drought affecting cattle production and periodic shortages of fresh produce imports from Ethiopia.

The external current account' deteriorated further in 2022. In the first months of the year, import growth, including hydrocarbons, outpaced export growth, contributing to a widening trade deficit. At the same time, net asset income is declining due to an increase in debt service, as well as a decrease in external assets of the banking system and migrant remittances. Although down from September 2021, the gross external assets of the monetary authorities remained comfortable at USD 601 million at the end of June 2022, ensuring that the currency board was covered beyond the minimum requirement of 100%.

The banking sector has remained generally stable and sound, despite the many shocks facing the Djibouti economy. The stock of consolidated non-performing loans (NPLs) of banks fell sharply by 29.4% between December 2019 (FDJ 23 337 million) and June 2022 (FDJ 17 483 million). Between the end of 2016 and June 2022, the ratio of NPLs was reduced by a third, from 22.4% to 7.1% of total loans distributed. However, the deterioration in the ratio of liquid assets to total assets (50.2% in June 2022, compared with 63.7% in December 2020) could eventually influence the banking sector's ability to cope with severe shocks.

Djibouti's economy is expected to recover gradually over the medium term, driven by the implementation of private and public investment programs

(including the development of the Damerjog Industrial Park Project) and the structural reforms that will be undertaken as part of the National Development Plan (Djibouti Inclusion – Connectivity – Institutions ICI). GDP growth is therefore projected to accelerate to 5.3% in 2023 and 6.2% in 2024. The reprioritization of central government investment spending, the freeze on new civil service recruitment, and improvements of the central government procurement system should help to slowly reduce the budget deficit, which is expected to reach 2% of GDP in 2024, 1.5% points lower than in 2022. The current account balance is expected to improve assuming an increase in Ethiopian demand for transport and logistics services and a reduction in disruptions in international shipping supply chains.

There are several risks to Djibouti's medium-term prospects: (i) a further deterioration in the fiscal situation resulting from a continued accumulation of public debt, a continued decline in revenues, and increased tax exemptions; (ii) potential shocks in the global transport and logistics value chains (particularly important for the activities of port-related public enterprises); (iii) the continuation or possible intensification of the Ethiopian crisis; and (iv) climatic shocks, including drought and floods. To strengthen its resilience to the multiple exogenous shocks it faces, Djibouti is implementing a strategy to diversify its port activities in order to capture more value added in international trade. This strategy includes the development of a ship repair yard, a new oil terminal and a new business district at the old port. In addition, to address the impact

of climate change, Djibouti is developing a national strategy for the promotion of a green economy whose activities will help generate additional income for the population through the development of ecotourism activities in addition to their beneficial impact on climate change.

In this context, the development of networks and the use of digital technology offer Djibouti significant potential for creating economic and social opportunities. Analysis of the relationship between broadband/ultra-broadband and GDP growth reveals that, provided the sector is opened to competition, improved mobile internet penetration could lead to an additional 0.9% to 1.1% increase in national GDP by 2025. The special chapter in this edition assesses the potential of Djibouti's digital economy and the policy and institutional factors that would unlock it for the benefit of the real economy. It is concluded that improving the competitiveness of the digital sector would produce cheaper and better services that would support the emergence of new industries, strengthen the country's position as a regional hub, and attract more private investors. It also indicates that the recent efforts undertaken by the Government must be completed, notably through the effective implementation of the ARMD (Djibouti's Multisectoral Regulatory Authority) and the MDENI (Ministry of Digital Economy and Innovation) and be complemented by reforms designed to promote a more favorable environment for the digital economy and to establish a competitive market that stimulates private investment and innovation.

الموجز التنفيذي

ش هد الاقتصاد الجبوتي تباطؤاً منذ بداية عام 2022 بعد الانتعاش الملحوظ في عام 2021. ويقدر نمو الناتج المحلي الإجمالي

الحقيقي بنسبة 3.6٪ للعام 2022، مقارنة بـ 4.3٪ في عام 2021. ويعزى هذا التباطؤ إلى الصعوبات اللوجستية الناتجة عن الحرب في أوكرانيا وإغلاق الموانئ في الصين خلال النصف الأول من عام 2022، والتي فاقم من حدتها ارتفاع الأسعار والجفاف الشديد وتباطؤ الطلب في إثيوبيا. وهذه الأحداث السبب الرئيس لضعف مساهمة القطاعات الخدمية، والتي تعتبر المحرك الرئيسي للنمو في جانب العرض في جبوتي، في حين يبدو أن جانب الطلب المحلي لا يزال متماسك، على الرغم من ارتفاع التضخم.

ازداد الضغط المالي نتيجة لتدابير التخفيف من تداعيات الحرب في أوكرانيا وتفاقم الجفاف والارتفاع الحاد في خدمة الديون في عام 2022. ومن المتوقع أن يرتفع العجز المالي قليلاً إلى 3.5٪ من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022، مقارنة بـ 3.3٪ في عام 2021. وللتعامل مع ضغوط التدفق النقدي الناجمة عن خدمة الدين العام التي تضاعفت ثلاث مرات فقط في عام 2022 لجأت الحكومة، منذ بداية العام، إلى تراكم المتأخرات الخارجية التي وصلت إلى 3٪ من الناتج المحلي الإجمالي في يونيو 2022. هناك حاجة لاتخاذ إجراءات عاجلة لتسوية المتأخرات الثنائية الحالية وتنفيذ الضبط المالي اللازم للقدرة على تحمل الديون على المدى الطويل.

أدى ارتفاع الأسعار الدولية للطاقة والمواد الغذائية إلى ارتفاع معدلات التضخم على أساس سنوي. وصل مؤشر الأسعار العام إلى 11.5٪ على أساس سنوي في نهاية يونيو 2022. وتنعكس هذه الزيادة بشكل ملحوظ على الزيادة الأولية

في الأسعار العالمية للنفط والمواد الغذائية، بجانب عوامل محلية أخرى مثل الجفاف الشديد الذي يؤثر على إنتاج لحوم الأبقار، أو النقص الدوري في واردات المنتجات الطازجة من إثيوبيا.

زيادة تدهور ميزان الحساب الجاري لميزان المدفوعات في عام 2022. في الأشهر الأولى من هذا العام، تجاوز نمو الواردات، بما في ذلك الهيدروكربونات، نمو الصادرات، مما ساهم في زيادة العجز التجاري. في الوقت نفسه، تراجع صافي دخل الأصول بسبب زيادة خدمة الدين مصحوبة بانخفاض في الأصول الخارجية للنظام المصرفي وتحويلات العاملين. ظل إجمالي الأصول الأجنبية للسلطات النقدية معقولاً بقيمة 601 مليون دولار أمريكي في نهاية يونيو 2022، على الرغم من انخفاضه عن سبتمبر 2021، مما يضمن تغطية صندوق العملة بما يتجاوز الحد الأدنى المطلوب وهو 100٪.

ظل القطاع المصرفي مستقرًا وقويًا بشكل عام على الرغم من الصدمات العديدة التي يواجهها الاقتصاد الجبوتي. انخفض رصيد القروض المتعثرة الموحدة للبنوك بشكل حاد بنسبة 29.4٪ بين ديسمبر 2019 (23،337 مليون ف.ج) ويونيو 2022 (17،483 مليون ف.ج). بين نهاية عام 2016 ويونيو 2022، تم تخفيض رصيد القروض المتعثرة إلى الثلث، من 22.4٪ إلى 7.1٪ من إجمالي القروض الموزعة. ومع ذلك، فإن تدهور نسبة الأصول السائلة مقارنة بإجمالي الأصول (50.2٪ في يونيو 2022، مقارنة بـ 63.7٪ في ديسمبر 2020) يمكن أن يؤثر في النهاية على قدرة القطاع المصرفي على التعامل مع الصدمات الشديدة.

من المتوقع أن يتعافى اقتصاد جبوتي تدريجياً على المدى المتوسط مدفوعاً بتنفيذ برامج الاستثمار الخاص والعام

تجارية جديدة في الميناء القديم. علاوة على ذلك، وللتعامل مع تأثير التغيير المناخي، تعمل جيبوتي على تطوير استراتيجية وطنية لتعزيز الاقتصاد الأخضر الذي ستساهم أنشطته في توليد دخل إضافي للسكان من خلال تطوير أنشطة السياحة البيئية بالإضافة إلى تأثيرها المفيد على تغير المناخ.

في هذا السياق، يشكل التطور المتزايد لشبكات الإنترنت واستخدام التكنولوجيا الرقمية إمكانية مهمة لخلق الفرص الاقتصادية والاجتماعية لجيبوتي. يكشف تحليل العلاقة بين تقنية النطاق العريض/ العريض الفائق ونمو الناتج المحلي الإجمالي، أن التحسن في انتشار الإنترنت عبر الهاتف المحمول يمكن أن يؤدي إلى زيادة من 0.9٪ إلى 1.1٪ من الناتج المحلي الإجمالي الوطني بحلول عام 2025، بشرط أن يكون القطاع مفتوحاً للمنافسة. يقيّم فصل خاص من هذا الإصدار إمكانات الاقتصاد الرقمي في جيبوتي وكذلك العوامل الاستراتيجية والمؤسسية التي من شأنها أن تؤثر إيجابياً لصالح الاقتصاد الحقيقي. الاستنتاج الذي تم التوصل إليه هو أن تحسين القدرة التنافسية للقطاع الرقمي من شأنه أن يجعل من الممكن إنتاج خدمات أرخص وأفضل جودة كما ويفتح الباب لقطاعات جديدة ولتعزيز مكانة الدولة كقطب إقليمي، وجذب المزيد من المستثمرين من القطاع الخاص. كما يبين أن الجهود الأخيرة التي بذلتها الحكومة يجب أن تكتمل، ولا سيما من خلال التنفيذ الفعال لقانون جيبوتي متعدد القطاعات (ARDM) و MDENI، واستكمالها بإصلاحات تهدف إلى تعزيز بيئة أكثر ملاءمة للاقتصاد الرقمي وإنشاء سوق تنافسية تحفز استثمار

(بما في ذلك تطوير مشروع مجمع داميرجوغ الصناعي) والإصلاحات الهيكلية التي سيتم تنفيذها في إطار خطة التنمية الوطنية (جيبوتي الشمولية - الربط - المؤسسات). لذلك يجب أن يتسارع نمو الناتج المحلي الإجمالي ليصل إلى 5.3٪ في عام 2023 و 6.2٪ في عام 2024. ومن المفترض أن يساعد التحسن في كفاءة الإدارة المركزية على تقليل عجز الميزانية ببطء، والذي يتوقع أن يصل إلى 2٪ من إجمالي الناتج المحلي في عام 2024، أو أقل بمقدار 1.5 نقطة مما كان عليه في عام 2022. ومن المتوقع أيضاً أن يتحسن رصيد الحساب الجاري على افتراض حدوث زيادة في الطلب من إثيوبيا على خدمات النقل والخدمات اللوجستية وانخفاض الاضطرابات في سلاسل التوريد للشحن الدولي.

هناك ثلاثة مخاطر رئيسية يمكن أن تعرّض التوقعات متوسطة الأجل لجيبوتي للخطر: (1) مزيد من التدهور في الوضع المالي الناتج عن استمرار تراكم الدين العام، والانخفاض المستمر في الإيرادات وزيادة الإعفاءات الضريبية؛ (2) الصدمات المحتملة في سلاسل القيمة العالمية للنقل والقطاع اللوجستي (ذات أهمية خاصة لأنشطة الشركات المملوكة للدولة والمرتبطة بالموانئ)؛ (3) استمرار أو احتمال اشتداد الأزمة الإثيوبية؛ و (3) الصدمات المناخية، بما في ذلك الجفاف والفيضانات. ولتعزيز قدرتها على الصمود أمام الصدمات الخارجية المتعددة التي تواجهها، تقوم جيبوتي بتنفيذ استراتيجية لتنويع أنشطة الموانئ، من أجل تحقيق المزيد من القيمة المضافة في التجارة الدولية. وتتضمن هذه الاستراتيجية تطوير ساحة لإصلاح السفن ومحطة نفطية جديدة ومنطقة

INTRODUCTION

Faisant suite au premier numéro publié en mars 2022, cette deuxième édition du Bulletin de conjoncture économique (BCE) pour Djibouti s'inscrit dans un programme de rapports semestriels analysant les tendances et contraintes du développement de Djibouti. Chaque numéro a pour objectif de présenter les récentes évolutions économiques du pays (chapitre 1) ainsi que les perspectives économiques à moyen terme et les principaux risques qui les accompagnent (chapitre 2). Le BCE comprend également un chapitre thématique consacré à un sujet présentant un intérêt particulier pour le public (chapitre spécial). Celui de cette deuxième édition porte sur le potentiel numérique de Djibouti en vue de la création d'opportunités économiques et sociales (chapitre 3). Le BCE vise à partager des informations et à stimuler le débat parmi ceux qui s'intéressent et œuvrent à l'amélioration de la gestion économique de Djibouti. Il cherche à être accessible aux non-spécialistes afin d'être utile à un large éventail de parties prenantes.

Après avoir été gravement affectée en 2020 par la pandémie de COVID-19 et la situation sécuritaire en Éthiopie, l'économie djiboutienne a connu, en 2021, un rebond de croissance, interrompu par la sécheresse, la guerre en Ukraine et le contexte international défavorable qui s'en est suivi au début de l'année 2022. Des rigidités

de l'offre et la flambée des prix au niveau mondial, ainsi que les graves sécheresses et la faiblesse de la demande éthiopienne ont contribué à ralentir l'activité économique de Djibouti en 2022. La stabilité régionale et l'engagement en faveur de l'assainissement budgétaire et des réformes des politiques structurelles restent des facteurs essentiels pour les perspectives de croissance à moyen terme de Djibouti.

Pour relancer la croissance et afin de mettre en valeur toutes les potentialités du pays, le Gouvernement djiboutien a lancé, le 13 février 2022, le Plan national de développement (PND) intitulé « Djibouti ICI » pour la période 2020–2024. Ce deuxième plan quinquennal de la Vision 2035 ambitionne de faire de Djibouti une plateforme commerciale et logistique en Afrique et s'articule autour de trois axes stratégiques : inclusion-connectivité-institutions. Le premier axe du PND vise l'adoption d'un modèle de développement économique plus inclusif pour une meilleure répartition des fruits de la croissance. Le deuxième axe stratégique vise à faire du pays une plaque tournante de l'économie régionale et continentale ainsi qu'à améliorer l'intégration nationale et la couverture des services socioéconomiques. Le troisième axe du PND tend à renforcer les capacités humaines et institutionnelles du pays tout en consolidant la démocratie, la transparence publique et la cohésion sociale.



ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES RÉCENTES

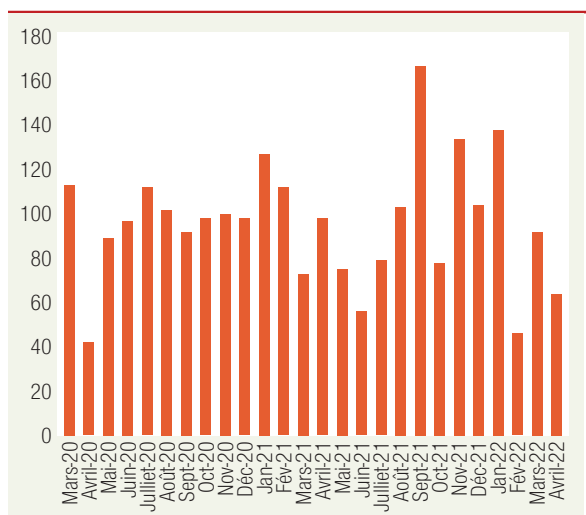
Secteur réel : une activité ralentie en dépit d'une demande intérieure en expansion

Les données préliminaires disponibles à la fin du mois de juin 2022 montrent un ralentissement de l'activité économique en 2022. Il résulte principalement des perturbations de la chaîne de valeur mondiale du transport maritime et de la logistique, associées aux effets de la guerre en Ukraine, à la faiblesse de la demande éthiopienne et à la grave sécheresse intervenue au cours du premier trimestre 2022. À la fin juin 2022, le volume global en tonnes métriques des marchandises traitées à l'entrée des ports de Djibouti avait ainsi baissé de 8 % par rapport à celui de la même période de l'année précédente. La raison en est la baisse de 10 % de la demande éthiopienne (80 % du volume des marchandises traitées) compensée par une forte hausse de 18 % de la demande locale par rapport à l'année précédente. Cette augmentation de la demande locale doit toutefois être relativisée dans la mesure où une grande partie du bond spectaculaire du volume des marchandises en vrac traitées (considérées comme une demande intérieure) résulte

vraisemblablement d'un stockage dans les zones franches en vue d'une réexportation ultérieure vers l'Éthiopie. La diminution du volume des marchandises traitées correspondant à la demande éthiopienne est cohérente avec la baisse observée des exportations chinoises vers l'Éthiopie (figure 1). Par ailleurs, le fait que le nombre total de conteneurs traités à l'entrée des ports djiboutiens baisse plus (-19 % ; figure 2) que le volume des marchandises traitées reflète le meilleur remplissage des conteneurs, destiné à compenser la hausse du coût du fret causée par les perturbations des chaînes de valeur maritime et logistique engendrées par la pandémie de Covid-19 et aggravées par la guerre en Ukraine. La baisse de la demande éthiopienne est confirmée par la diminution du fret ferroviaire et du trafic routier, en baisse respectivement de 2 % et 4 % en glissement annuel.

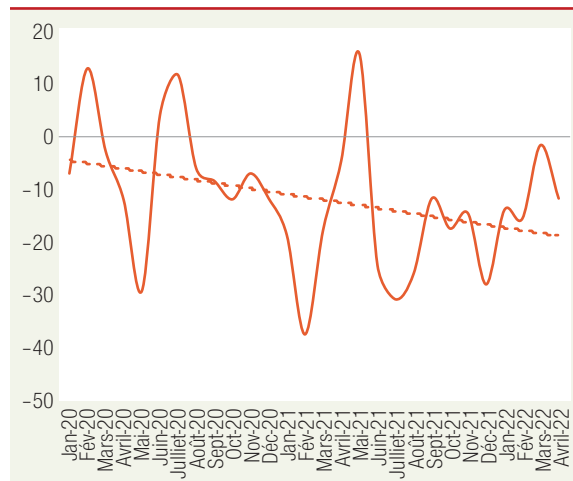
La demande intérieure reste soutenue depuis le début de l'année 2022, en dépit de la hausse des prix à la consommation. La consommation d'énergie et le nombre de permis de bâtir ont notamment augmenté en glissement annuel de 12 % et 17 %, respectivement, à la fin du mois de juin 2022. Les mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie

FIGURE 1 • Les exportations chinoises vers l'Éthiopie sont en baisse (2019 = 100)



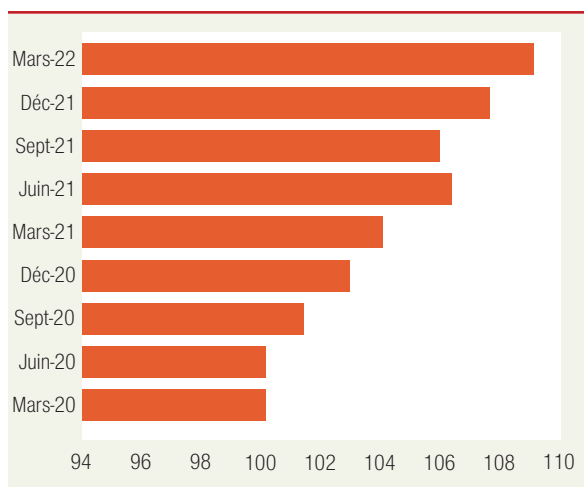
Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

FIGURE 2 • La baisse tendancielle du nombre de conteneurs traités dans les ports djiboutiens se poursuit en 2022



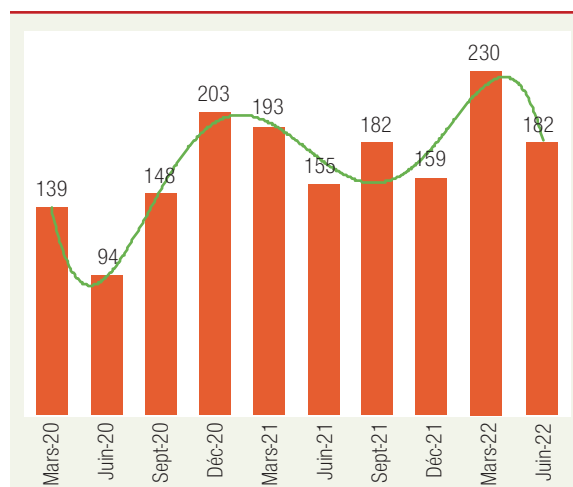
Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

FIGURE 3 • La consommation d'électricité est en hausse depuis le dernier trimestre de 2021 (2019 = 100)



Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

FIGURE 4 • Le nombre de permis de construire délivrés est reparti à la hausse au premier trimestre de 2022



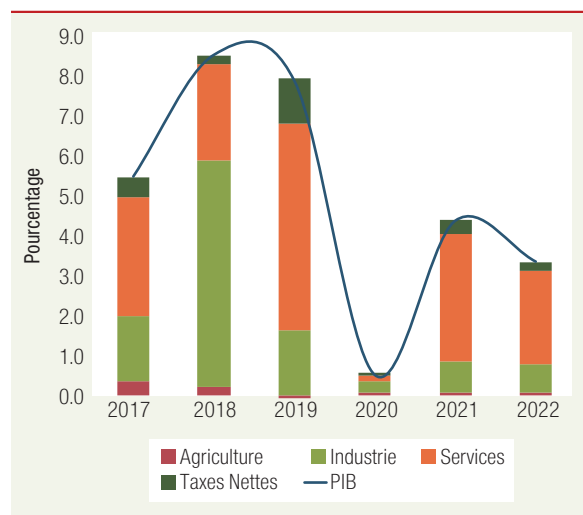
Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

de Covid-19 décidées en 2020 et maintenues en 2021 et 2022 continuent de soutenir la croissance. Elles comprenaient des transferts monétaires, des distributions de nourriture et un soutien financier aux petites et moyennes entreprises formelles et informelles. La consommation privée est ainsi redevenue le principal contributeur au PIB, après avoir décliné en 2020 en raison de la pandémie de la Covid-19.

Globalement, la croissance du PIB réel devrait atteindre 3,6 % en 2022 contre 4,3 % en

2021. Le secteur des services demeurerait le premier contributeur au PIB en 2022 avec 2,1 points de pourcentage (figure 5). L'industrie contribuerait à hauteur de 1,3 point de pourcentage, contre 1,4 en 2021. La contribution du secteur agricole au PIB (moins de 1 %) serait en net recul à 0,08 point comparée à 0,17 de pourcentage en 2021, notamment en raison de l'impact de la sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique. Du côté de la demande (figure 6), la consommation privée demeure le principal contributeur au PIB

FIGURE 5 • Le secteur des services demeure le premier contributeur au PIB en 2022



Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

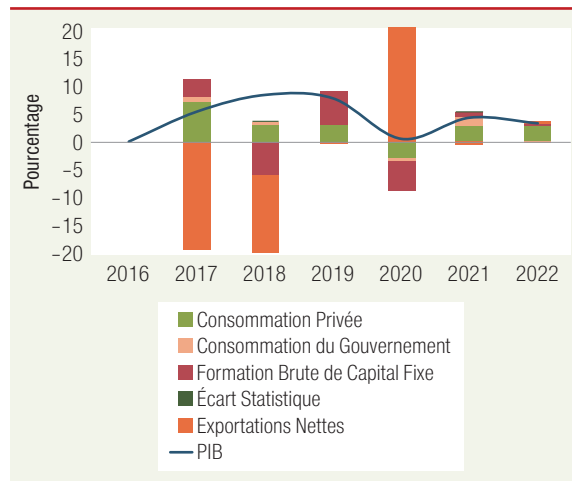
(2,8 points) grâce au maintien des mesures de relance adoptées par le Gouvernement dans la seconde moitié de l'année 2020 et aux nouvelles mesures budgétaires destinées à atténuer l'impact de la guerre en Ukraine.

Inflation : une forte inflation depuis fin décembre 2021 en raison de la hausse des prix de l'énergie

Depuis avril 2022, la guerre en Ukraine a des effets indirects sur les prix des denrées alimentaires locales. À fin août 2022, l'inflation atteignait 5,9% en glissement annuel, principalement à cause de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que des perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire éthiopienne (figure 7). En particulier, les prix locaux de la farine et des huiles végétales ont récemment augmenté, de 12 % (sac de 25kg) pour la première et de 47 % pour les secondes (prix d'un bidon de 5 litres d'huile végétale¹) entre février et juillet 2022. Les prix des denrées alimentaires risquent de connaître encore de nouvelles augmentations avec la hausse des cours du pétrole et ses effets sur les coûts de transport. Le niveau des prix en variation annuelle devrait lui aussi augmenter d'ici la fin de l'année (figure 8).

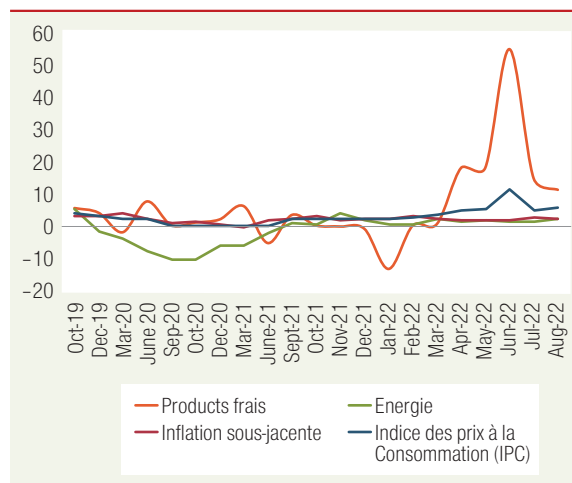
La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie affecte la situation économique et

FIGURE 6 • Du côté de la demande, la consommation des ménages est le principal contributeur au PIB



Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

FIGURE 7 • La volatilité des prix tant de l'énergie que des produits frais affecte l'indice des prix à la consommation

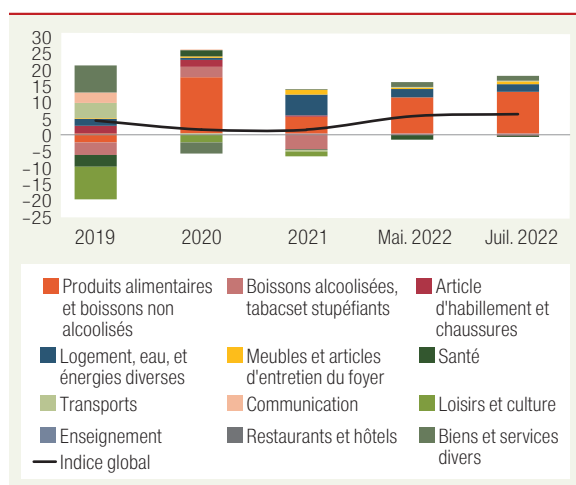


Source : calculs des auteurs à partir des données de l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSTAD).

sociale du pays, s'ajoutant aux effets prolongés de la Covid-19, aux retombées négatives du conflit en Éthiopie, et à la grave sécheresse touchant la Corne de l'Afrique. L'économie djiboutienne dépend

¹ Le prix d'un bidon de 5 litres d'huile a bondi d'une moyenne de 1490 FDJ en février, à 2200 FDJ en fin juillet 2022.

FIGURE 8 • L'inflation annuelle moyenne devrait, elle aussi, augmenter



Source : calculs des auteurs à partir des données de l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSTAD).

largement des marchés extérieurs pour les importations de denrées alimentaires. En particulier, en 2021, les principaux fournisseurs de céréales de Djibouti étaient la

Turquie (58 % des importations), les Émirats arabes unis (20 %), et l'Égypte (12 %). Or, ces pays sont eux-mêmes fortement dépendants des exportations de graines de l'Ukraine et de la Russie. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la flambée soudaine des prix des produits de base (favorisées par le comportement spéculatif de certains commerçants), accroissent le niveau de pauvreté de la population vulnérable, accentuent l'insécurité alimentaire et les risques sociaux.

Évolution des finances publiques : une pression budgétaire exacerbée par les subventions et les autres mesures visant à atténuer les effets de l'augmentation des prix des produits de base et de la dette publique

La collecte des recettes est moins importante qu'anticipé (baisse de 31 % en glissement annuel ; figure 9). En effet, afin de limiter les effets de la hausse des prix mondiaux du pétrole, le Gouvernement a

ENCADRÉ A : HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES - ORIGINES, CONSÉQUENCES ET MESURES D'ATTÉNUATION

À la fin du mois de juin 2022, l'inflation a atteint son plus haut niveau depuis mai 2011, principalement en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, combinée aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire éthiopienne. Depuis mars 2022, la hausse des prix à la consommation concerne principalement les produits alimentaires (figure A1).

La hausse des prix alimentaires domestiques résulte également de l'aggravation de la sécheresse au cours des 3 premiers mois de 2022, qui accentue encore le risque d'insécurité alimentaire à Djibouti, en particulier dans les zones rurales. En effet, la production pastorale est tributaire de la végétation et donc des précipitations. Or, le pays connaît actuellement une baisse de la pluviométrie sur l'ensemble des trois saisons, qui se traduit par une baisse des activités d'élevage, notamment à Arta (57 %), Tadjourah (24 %), Dikhil (18 %) et Ali Sabieh (13 %). Selon les estimations du Programme alimentaire mondial (PAM), 37 % de la population rurale était en situation d'insécurité alimentaire à la fin de février 2022, soit une détérioration de 10 % par rapport à la même période en 2020. L'insécurité alimentaire s'est d'autant plus accrue que la part de la population consommant des produits de base importés est élevée (figure A2). La ville d'Ali Sabieh a enregistré le pourcentage le plus élevé (65 %) de personnes en situation d'insécurité alimentaire, suivie par Arta (29 %) et Tadjourah (6 %). L'approvisionnement restreint et la hausse du prix des denrées alimentaires, aggravés par la sécheresse, ont conjointement contribué à la détérioration de la situation nutritionnelle à Djibouti.

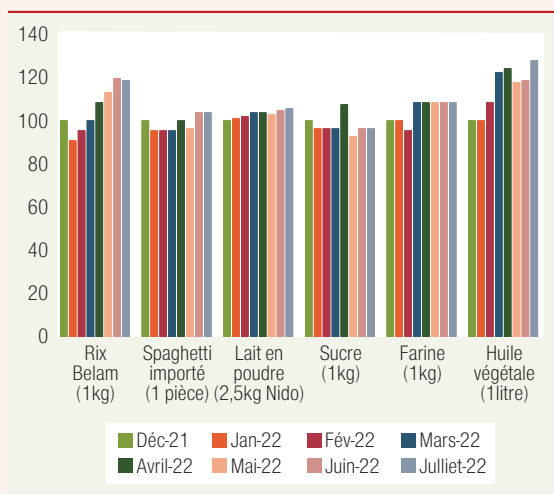
Les autorités nationales ont indiqué qu'entre mars et juin 2022, environ 132 000 personnes (11 % de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont 5 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire d'urgence et environ 127 000 personnes en situation de crise. Si la situation persiste, d'ici la fin de 2022, 192 000 personnes supplémentaires (soit 16 % de la population) devraient se trouver dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Ces développements sont conformes aux projections qualitatives de l'équipe de la Banque mondiale pour la pauvreté.

Le Gouvernement a, par conséquent, adopté un plan d'action visant à limiter les effets de la persistance des prix élevés des denrées alimentaires sur les pauvres et autres groupes vulnérables. Les principales actions dudit plan sont : i) une campagne de sensibilisation des importateurs, grossistes locaux et détaillants ; ii) une réduction des marges commerciales sur les prix des produits de base ; iii) un contrôle strict et une publication mensuelle des prix homologués pour 7 produits alimentaires de base essentiels (blé, sucre, huile de cuisson,

(suite à la page suivante)

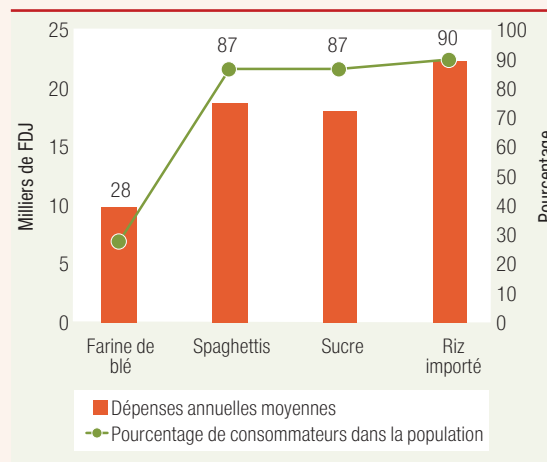
ENCADRÉ A : HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES - ORIGINES, CONSÉQUENCES ET MESURES D'ATTÉNUATION (suite)

FIGURE A1 • L'indice des prix des produits alimentaires de base est en hausse depuis mars 2022



Source : calculs des auteurs à partir des données de l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSTAD).

FIGURE A2 • Les ménages les plus vulnérables sont les plus affectés par la hausse des prix des produits de base



Source : calculs des auteurs à partir des données de l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSTAD).

farine, riz, lait et pâtes) ; et iv) une exonération de TVA pour la raffinerie nationale d'huile de palme. Grâce aux mesures prises par l'État, les prix du sucre, de l'huile de cuisson, du lait, des pâtes importées, du blé et de la farine se sont stabilisés ou ont diminué par rapport à leurs niveaux de mars 2022, tandis que le prix du riz continue d'augmenter. Ce dernier représente en moyenne 3 % de la consommation totale des ménages djiboutiens et 6 % de la consommation alimentaire des Djiboutiens. Pour soutenir le Gouvernement djiboutien dans sa lutte contre la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, la Banque mondiale a approuvé le 27 juin, un don de 30 millions d'USD destiné à protéger les communautés pauvres et vulnérables de Djibouti et à accroître la résilience aux multiples crises auxquelles le pays est confronté, en renforçant les mécanismes de protection sociale et de résilience communautaire. Ce soutien a été suivi d'un deuxième don de la Banque mondiale de 20 millions d'USD, approuvé le 26 octobre 2022 pour soutenir les efforts d'amélioration du système djiboutien de gestion des risques d'insécurité alimentaire provoqués par les chocs d'approvisionnement alimentaire et la sécheresse. Ce don appuie, entre autres : i) l'établissement d'un stock physique de produits alimentaires et d'un fonds d'urgence pour assurer la disponibilité des produits alimentaires de base en cas de perturbations du marché et ii) le renforcement de la capacité de Djibouti à faire face aux risques liés à la sécurité alimentaire et aux futures crises potentielles. En 2023, la Banque prévoit également de soutenir un projet intégré de développement rural du Gouvernement en collaboration avec les autres partenaires au développement. Cette opération viendra en appui au développement de chaînes de valeurs productives avec l'intervention du secteur privé.

En tant qu'importateur net de produits alimentaires, Djibouti est d'autant plus vulnérable aux effets de la crise alimentaire que plusieurs grands exportateurs ont mis en place des mesures d'interdiction d'exportation de certains produits jugés vitaux. Par exemple, l'Indonésie, l'Inde et la Malaisie ont proscrit les exportations respectivement d'huile de palme raffinée, de volailles et de blé. Les effets de telles mesures sont notamment une hausse et une volatilité plus importantes des prix, auxquelles s'ajoutent des pénuries et des troubles sociaux. En effet, la Tanzanie a vu son taux de pauvreté s'accroître à la suite de sa décision d'interdire les exportations de maïs en réponse à la crise de 2008. De même, au Sri Lanka, les pénuries de denrées alimentaires ont été l'une des causes du mouvement populaire qui a conduit à la démission de l'ancien président. Au vu de ces développements, les pays les plus vulnérables à la hausse des prix alimentaires, dont Djibouti fait partie, devraient œuvrer au renforcement de leurs filets sociaux et autres mécanismes d'assistance sociale, en plus des mesures de stabilisation des prix énoncées ci-dessus. Des programmes de subventions ciblées pourraient par exemple être mis en œuvre, pour octroyer des transferts aux transporteurs afin de compenser l'augmentation continue des prix à la pompe, ou encore pour accorder des crédits d'impôt aux petits transporteurs et propriétaires de véhicules à faible consommation, à la suite de l'instauration d'une taxe sur les grosses cylindrées.

Source : estimations des auteurs à partir des données nationales, de la Banque mondiale et du PAM.

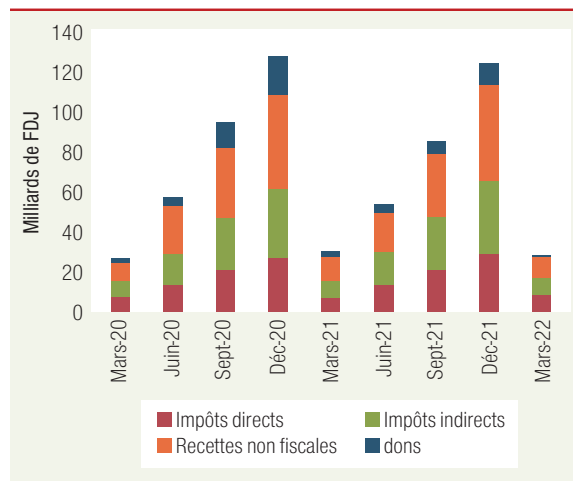
suspendu le mécanisme d'ajustement automatique des produits pétroliers raffinés (en place depuis 2008), en renonçant à prélever les taxes et redevances sur les produits raffinés pour les ménages². Le manque à gagner ainsi généré a dépassé 9 millions d'USD au cours des 4 premiers mois de 2022. La perte de recettes associée au non-prélèvement des taxes sur les produits pétroliers raffinés pourrait atteindre 42 millions d'USD en décembre 2022 (environ 1,1 % du PIB).

Les recettes non fiscales, notamment celles provenant des dividendes des entreprises publiques, devraient légèrement diminuer en raison de la conjoncture internationale. Cette baisse suit celle de 0,8 point de pourcentage, observée à la suite de l'introduction dans la loi de finances 2021 de nouvelles exonérations fiscales en faveur des projets de partenariat public-privé (PPP) et d'autres allègements fiscaux tels que l'abrogation de la taxe sur les biens et services, le taux zéro de TVA pour les nouvelles entreprises hôtelières et immobilières ainsi que sur les importations d'équipements agricoles, d'élevage et de pêche. La diminution des dons perçus au titre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 a également contribué à la baisse des recettes totales. Les recettes totales, dons compris, descendues à 19,4 % du PIB en 2021, contre 23,5 % en 2020, devraient encore baisser pour atteindre 17,5 % en 2022.

La moyenne des recettes fiscales (10,8 % du PIB) est quant à elle inférieure aux 11,4 % du PIB des pays à revenu faible et intermédiaire (en 2018) et aux 16,6 % du PIB des pays africains (en 2019). L'écart entre le potentiel de collecte et le niveau effectif des recettes fiscales s'est creusé ces dernières années, atteignant en moyenne 2,5 % du PIB depuis 2017, notamment sous l'effet des incitations fiscales prévues par le code des investissements et les réformes additionnelles actées en 2017, telles que la gratuité de la patente pour les entreprises de catégories 1 à 4 (voir encadré B). Cette baisse tendancielle des recettes fiscales invite à rechercher des mesures fiscales supplémentaires pour renforcer la mobilisation des recettes, notamment en rationalisant les exonérations fiscales et en négociant des accords bilatéraux plus favorables sur les loyers payés par les bases militaires.

Du côté des dépenses publiques, les dépenses courantes ont diminué de 11 % en

FIGURE 9 • Les recettes non fiscales et les dons étaient plus faibles à la fin mars 2022 qu'à la même période de l'année précédente

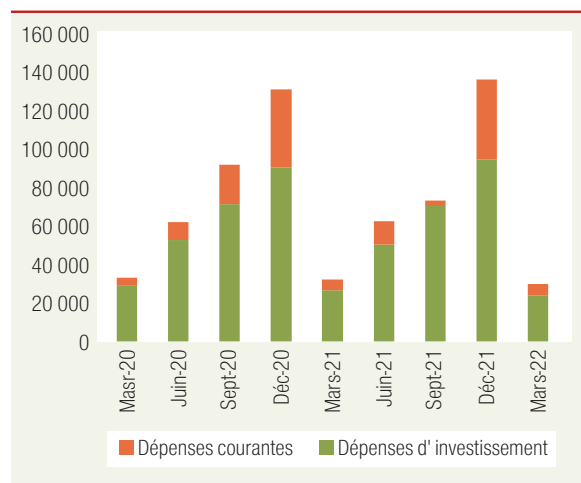


Source : Ministère du Budget et estimations des auteurs.

glissement annuel au premier trimestre 2022 (figure 10) grâce à l'arrêt des dépenses liées à la Covid-19 et en dépit de l'augmentation des intérêts payés. Le déficit budgétaire global, estimé à 3,5 % du PIB en 2022, soit 0,2 point de plus qu'en 2021, devrait être principalement financé par l'accumulation d'arriérés sur le service de la dette extérieure.

² Au cours des trois dernières années, Djibouti a utilisé environ 90 millions de litres de diesel et d'essence par an. Ceux-ci ont été vendus à prix constants (200 FDJ/litre pour le gasoil et 300 FDJ/litre pour l'essence) à la pompe. Ces prix étaient supérieurs au coût d'achat réel du carburant (variant autour de 100 à 120 FDJ/litre pour le diesel). Tant que le prix CAF réel du diesel reste inférieur à 114 FDJ/litre, le budget de l'État réalise un profit faible ou nul sur ces ventes. Selon la structure des prix du carburant à Djibouti, un mécanisme de péréquation assure la stabilisation des prix du carburant à la pompe tout en maintenant un certain niveau de revenu fiscal pour l'État. Une péréquation négative serait compensée par le budget de l'État (impôts), entraînant une réduction de ses recettes. Une fois que les prix dépassent une certaine valeur, l'État est obligé de compenser pour maintenir un prix de vente fixe pour l'utilisateur final, et le budget public commence à subir une perte directe. On estime que pour des prix FOB du diesel d'environ 134,5 FDJ/litre, le budget de l'État subit une perte de 11 FDJ/litre.

FIGURE 10 • La légère hausse des dépenses courantes a été compensée par la réduction des dépenses d'investissement



Source : Ministère du Budget et estimations des auteurs.

Dettes publiques : un endettement de l'État qui s'accroît et devient insoutenable

Les statistiques disponibles à fin juin 2022 montrent des signes d'aggravation de la vulnérabilité de la dette. Bien que le stock de la dette publique extérieure soit demeuré stable à 2,4 milliards d'USD (70% du PIB) au premier trimestre 2022, le service de la dette publique extérieure a plus que triplé, passant de 54 millions d'USD en 2021 (1,4 % du PIB) à 184 millions d'USD en 2022 (4,7 % du PIB). Il devrait atteindre 266 millions d'USD (4,8 % du PIB) en 2024. La forte augmentation du service de la dette résulte de la fin de la mesure de suspension du paiement du service de la dette différé lié à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), du début de

ENCADRÉ B : MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES : QUELS LEVIERS POUR DJIBOUTI ?

Djibouti s'est doté d'une stratégie de développement à l'horizon 2035 promouvant l'amélioration du climat des affaires et l'expansion des secteurs de la logistique, du transport et de l'énergie. Pour développer ces secteurs, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes financières et fiscales destinées à accroître l'attractivité du pays pour les investissements domestiques et étrangers. Sur le plan de la fiscalité, cette volonté s'est traduite par des décisions d'exonération totale d'impôt pour les entreprises de moins de trois ans, ou pour celles investissant un minimum de 50 millions de FDJ sur une période de 7 ans. En même temps, la réalisation des projets d'infrastructure a été confiée à des entreprises publiques financées par des emprunts avalisés par l'État. Le financement de l'économie a ainsi principalement reposé sur le crédit au secteur privé, les emprunts externes et les flux d'investissement direct étranger (IDE).

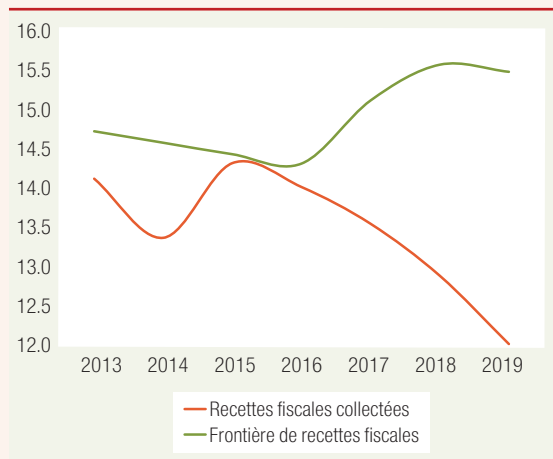
La pandémie de Covid-19 a toutefois entraîné des turbulences dans le système financier international, qui se sont traduites par une augmentation des primes de risque sur les marchés financiers, une diminution de l'IDE et une baisse du crédit domestique à l'économie. Ce contexte de resserrement global des conditions financières a amplifié le besoin de financement de l'économie djiboutienne et ainsi exacerbé les préoccupations liées à la satisfaction de ce besoin par des mécanismes internes (notamment la fiscalité). En effet, le pays est confronté à des contraintes budgétaires pressantes liées à l'augmentation du service de la dette et à des transferts sociaux destinés à améliorer le stock de capital humain.

C'est pourquoi le présent encadré s'attache à évaluer le potentiel fiscal de Djibouti en s'inspirant de la vaste littérature empirique consacrée à ce sujet⁸. Plus précisément, pour évaluer le potentiel fiscal de Djibouti, nous avons utilisé le modèle de frontière stochastique de Kumbhakar, Lien et Hardaker (2014). La démarche générale consiste à commencer par déterminer la frontière fiscale correspondant au niveau maximal théorique des recettes fiscales (en % du PIB) que le pays peut atteindre compte tenu de ses caractéristiques structurelles. Le potentiel fiscal est ensuite déterminé par la distance entre la frontière fiscale et le niveau réel des recettes fiscales. Même si les méthodes utilisées ont en général été la source de controverses et de remises en cause des résultats, le modèle de frontière stochastique semble approprié, car il permet de décomposer l'effort fiscal global en deux composantes, l'une persistante et l'autre transitoire. Cela permet notamment de distinguer, d'une part, les effets des décisions de politique économique et, d'autre part, l'efficacité de l'administration fiscale (voir l'annexe 1 pour plus de détails sur la méthodologie).

L'application de cette méthode à Djibouti suggère que l'écart entre le potentiel de collecte et le niveau effectif des recettes fiscales s'est creusé au cours des dernières années, atteignant en moyenne 2,5 % du PIB depuis 2017 (figure B1), notamment sous l'effet des incitations fiscales prévues par le code des investissements et les réformes additionnelles actées en 2017 (ex. : la gratuité de la patente pour les entreprises de catégories 1 à 4). Le caractère sous-optimal de la collecte des recettes résulte autant des décisions politiques que de la performance de l'administration fiscale (figure B2). En plus des exonérations d'impôts prescrites par la loi, l'administration fiscale souffre de nombreuses carences déjà relevées dans le rapport diagnostic de l'administration (TADAT, 2019), telles que l'absence de dispositifs efficaces de réduction des coûts liés à l'indiscipline fiscale des contribuables.

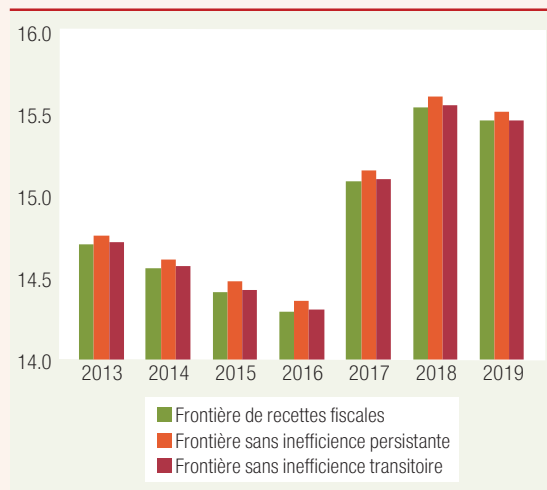
(suite à la page suivante)

FIGURE B1 • Lécart entre la frontière et le niveau effectif des recettes fiscales s'est creusé au cours des dernières années



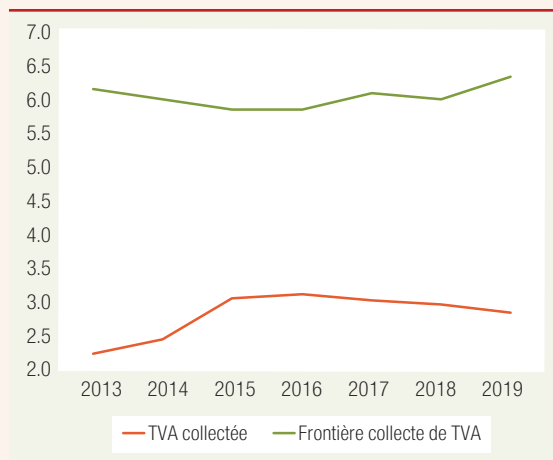
Source : calculs des auteurs. Données exprimées en pourcentage du PIB.

FIGURE B2 • Les inefficacités sont liées à la fois à la politique et à l'administration fiscale



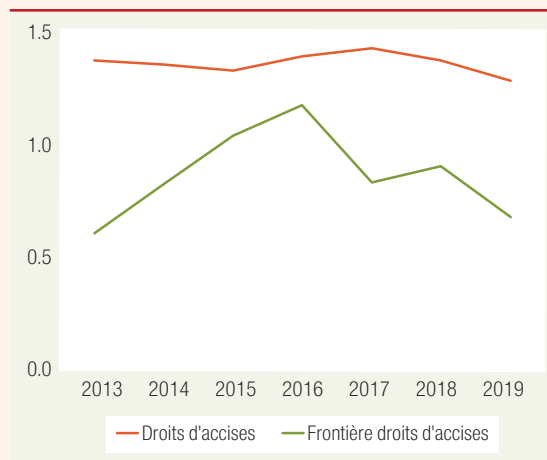
Source : calculs des auteurs. Données exprimées en pourcentage du PIB.

FIGURE B3 • Le potentiel de collecte supplémentaire est le plus élevé pour la TVA



Source : calculs des auteurs. Données exprimées en pourcentage du PIB.

FIGURE B4 • Le niveau élevé des droits d'accises pose des problèmes d'équité fiscale



Source : calculs des auteurs. Données exprimées en pourcentage du PIB.

Le potentiel de collecte est plus élevé pour la TVA et représente en moyenne 3 % du PIB (figure B3), contrairement aux droits d'accises dont le potentiel est inférieur au niveau de collecte effectif (figure B4). Les mesures d'augmentation des recettes fiscales devraient, par conséquent, porter en priorité sur la TVA, qui malgré le rehaussement de son taux à 10 % dans la loi de finances 2015, ne permet toujours pas au pays de générer un niveau de recettes conforme à son potentiel. À l'opposé, les droits d'accises sur les produits de grande consommation importés (produits laitiers, jus de fruits, papier d'impression) pourraient être rationalisés, considérant que les couches vulnérables de la population consacrent une part plus élevée de leur revenu à la consommation de tels produits et sont de fait plus affectées par les droits d'accises.

La résorption du gap entre le potentiel fiscal relativement bas de Djibouti, (15,5 % du PIB en 2019) et le niveau de collecte estimé en 2022 (10,8 % du PIB) devrait permettre au gouvernement de couvrir, voire d'accroître, ses dépenses totales en éducation et santé d'environ

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ B : MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES : QUELS LEVIERS POUR DJIBOUTI ? (suite)

4.6 % du PIB. Le Fonds Monétaire International recommande en effet un niveau de collecte de 15% du PIB pour les pays à revenus faibles, pour assurer les missions de base d'un gouvernement. L'amélioration des fondamentaux macroéconomiques et des facteurs institutionnels devrait ainsi permettre de générer des possibilités supplémentaires de collecte des recettes fiscales pour Djibouti. Les estimations révèlent en effet que les politiques visant à remédier aux défaillances institutionnelles, telles que la corruption, devraient contribuer à stimuler la collecte des recettes. Un tel objectif pourrait être atteint grâce à une amélioration du civisme fiscal des contribuables et de la redevabilité de l'État qui permettrait de renforcer la transparence et la confiance des citoyens dans l'utilisation de leurs impôts.

Source : estimations des auteurs à partir des données nationales, de la Banque mondiale et du FMI.

^a Le lecteur intéressé pourra consulter : Lotz et Morss (1967), Bahl (1971), Stotsky et WoldeMariam (1997), Fenochietto et Pessino (2013), Brun, Chambas et Combes (2006).

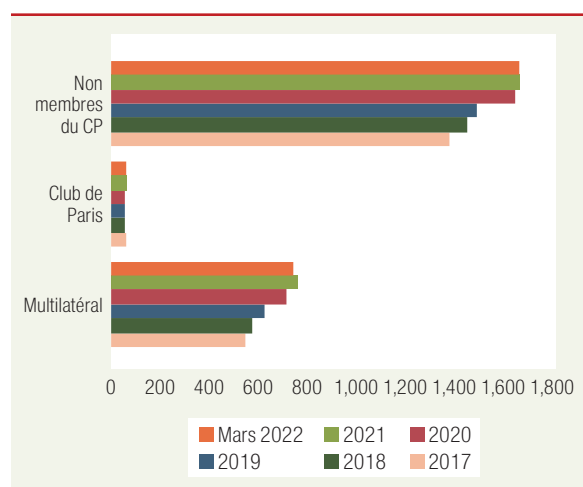
l'amortissement du prêt pour le pipeline d'eau reliant Djibouti à l'Éthiopie en 2022 et du prêt pour le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti en 2025.

Pour faire face aux pressions budgétaires induites par la hausse du service de la dette, le Gouvernement a temporairement suspendu les paiements à deux de ces principaux bailleurs de fonds bilatéraux. En conséquence, l'encours des arriérés de la dette publique extérieure à la fin du mois de juin 2022 s'est accru de 26.4 % par rapport à juin 2021, pour atteindre 18 milliards de FDJ (101 millions d'USD), soit 3 % du PIB. En l'absence d'accords de restructuration de la dette avec ces deux créanciers, Djibouti est en situation de surendettement. Si les

tensions de trésorerie devaient s'accroître, de nouvelles suspensions de paiements de dettes pourraient survenir.

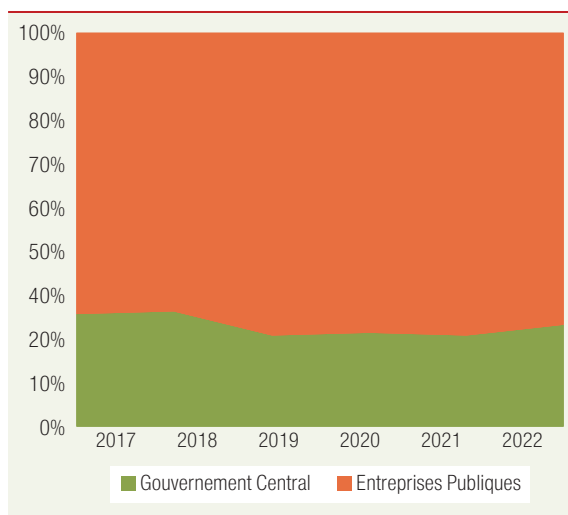
L'encours élevé de la dette extérieure publique est principalement dû à l'augmentation des prêts garantis par l'État à trois grandes entreprises publiques (figure 12) : la Société djiboutienne des chemins de fer (SDCF – 25 % du total), l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEAD – 22 % du total), et la Djibouti Ports Corridor Road (DPCR – 11 % du total). La composition de la dette extérieure publique totale est restée relativement stable, la dette garantie et la dette bilatérale représentant respectivement 76 % et 70 % de la dette extérieure totale (figure 11).

FIGURE 11 • La majeure partie de la dette est extérieure détenue par des créanciers bilatéraux non traditionnels



Source : autorités nationales et estimations de l'équipe.

FIGURE 12 • La dette des entreprises publiques garantie par l'État représente 70 % du total



Source : Ministère du Budget et estimations de l'équipe.

Le retour à un niveau soutenable de l'endettement public nécessite un apurement immédiat des arriérés bilatéraux existants et la mise en œuvre d'un programme d'assainissement budgétaire pour rétablir la viabilité à long terme de la dette. À court terme, il sera difficile à Djibouti de restaurer la viabilité de sa dette publique sans une profonde restructuration des prêts garantis par l'État pour la SDCF et l'ONEAD. À moyen et long terme, une gestion de la dette publique s'inscrivant dans une stratégie d'endettement à moyen terme, la priorité accordée aux financements concessionnels, la limitation des emprunts garantis par l'État, la rationalisation des exonérations fiscales et l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques devraient contribuer graduellement à rétablir la viabilité de la dette publique.

Le gouvernement a poursuivi en 2022 la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la transparence et renforcer les pratiques de gouvernance des entreprises publiques. En juin 2022, le cadre juridique et institutionnel des entreprises publiques a été renforcé suite à l'approbation d'une loi portant contrôle financier de l'État sur les entreprises publiques et la mise en place d'un Secrétariat chargé de la tutelle des entreprises publiques (SEPE). En 2023, le gouvernement prévoit de mettre en œuvre le décret sur la professionnalisation des membres des conseils d'administration des entreprises publiques. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du code de bonne gouvernance pour les entreprises publiques adopté en 2016 dont l'objectif est de promouvoir une gestion professionnelle des intérêts de l'État dans les entreprises publiques et à réduire les risques budgétaires y associés.

Secteur monétaire : une amélioration de la couverture des émissions monétaires et du crédit au secteur privé

La politique monétaire est déterminée par un régime de caisse d'émission (CBA) mis en place en 1949. Ce système monétaire ne permet pas à la Banque Centrale de Djibouti de mener une politique monétaire active. Le rôle de la Banque centrale

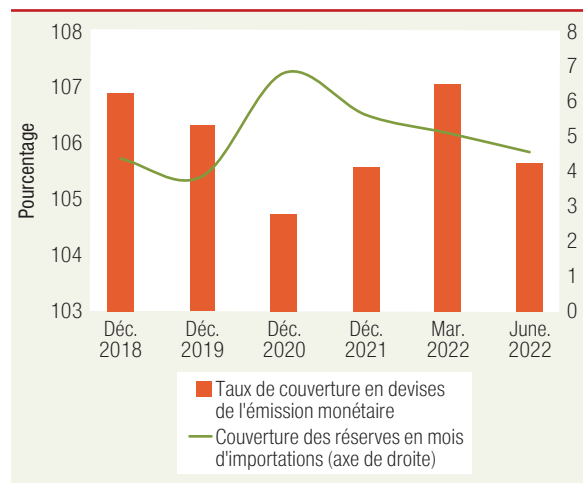
consiste principalement à s'assurer que sa masse monétaire est adéquatement soutenue par des réserves de change, à surveiller les risques de liquidité des banques et à renforcer le contrôle et la gestion de celles-ci sur ces risques. Ce mécanisme de parité fixe de la monnaie nationale (Franc-Djibouti) rattachée au dollar américain, a permis au pays de contenir l'inflation et d'asseoir la confiance des investisseurs étrangers. Les flux des capitaux entrants et sortants déterminent le niveau des réserves officielles du pays, qui sont presque exclusivement détenues en dollar américain afin d'assurer la couverture à 100% de l'émission fiduciaire.

Les statistiques monétaires disponibles à la fin du mois de juin 2022 montrent que la couverture de la caisse d'émission a reculé mais demeure à un niveau adéquat (figure 13). Malgré une baisse de 100 millions d'USD par rapport à septembre 2021, les avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires étaient estimés, à la fin de juin 2022, à 601 millions d'USD, et la couverture de la caisse d'émission à 106,2 %, soit plus que le minimum requis. Le crédit au secteur privé a augmenté d'environ 6 % entre décembre 2021 et juin 2022 en raison du rebond du secteur de la construction, tandis que le crédit aux entreprises publiques et à l'État central a diminué de 4,4 % au cours de la même période (figure 14).

La structure des bilans bancaires à fin juin 2022 reflète la faible diversification des services bancaires djiboutiens. Les ressources de la clientèle, essentiellement à court terme, comprennent surtout des dépôts à vue non rémunérés (79 % du total des dépôts) et sont principalement détenues par les entreprises privées et les ménages, tandis que les placements interbancaires demeurent importants. Les emplois de la clientèle continuent d'être à court terme (un quart du total des financements) et surtout à long terme (plus de 40 % du total) depuis mars 2021 avec le début des opérations offshore de la Bank Of China Djibouti.

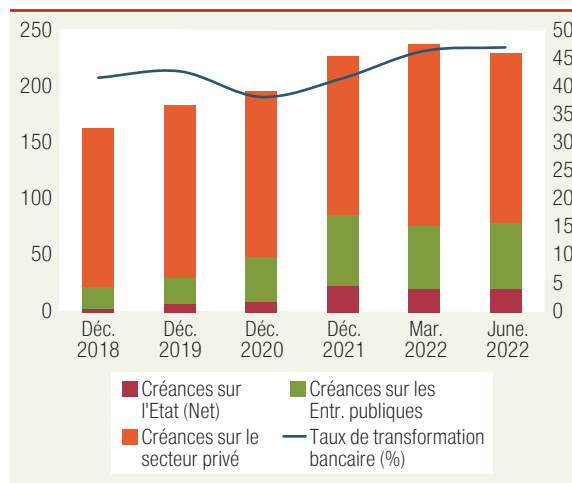
Avec un total de 390 milliards de FDJ, les dépôts consolidés du système bancaire ont augmenté de 8,4 % entre juin 2020 et juin 2022, mais ont connu un recul de près de 10 % par rapport à décembre 2021. D'après les chiffres de la Banque centrale de Djibouti, le ratio de transformation des

FIGURE 13 • La couverture de la caisse d'émission est appropriée, tandis que le niveau des réserves stagne



Source : Banque centrale de Djibouti et calculs de l'équipe.

FIGURE 14 • Les crédits aux entreprises publiques et à l'État central ont diminué



Source : Banque centrale de Djibouti et calculs de l'équipe.

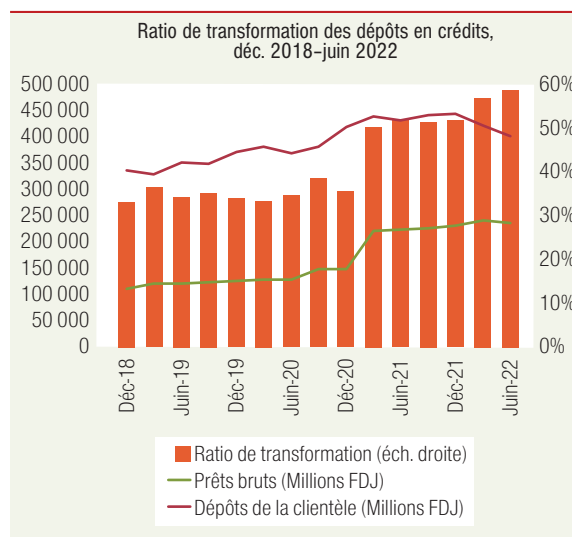
crédits par rapport aux dépôts est en nette augmentation par rapport à mars 2020 (33,5 %) et se situe à 58,9 % en juin 2022 (figure 15).

Malgré les nombreux chocs auxquels est exposée l'économie djiboutienne, son secteur bancaire demeure globalement stable et solide, avec des liquidités abondantes et un taux peu élevé de prêts non performants. La résilience du secteur bancaire djiboutien est due à deux facteurs principaux : sa faible exposition aux secteurs les plus touchés par la Covid-19 et les guerres en Éthiopie et en Ukraine (principalement les secteurs du transport maritime et du transit), et le renforcement de la réglementation relative aux fonds propres minimaux et aux prêts improductifs.

Le système bancaire djiboutien affiche un niveau de liquidité relativement élevé en dépit de la tendance baissière observée depuis début 2021. La détérioration du ratio des actifs liquides par rapport au total des actifs (50,2 % en juin 2022, contre 63,7 % en décembre 2020) pourrait influencer à terme la capacité du secteur bancaire à faire face à des chocs sévères. De même, le ratio des actifs liquides par rapport aux dépôts de la clientèle recule de 83,2 % en décembre 2020 à 73,8 % en juin 2022.

Les prêts non performants (PNP) consolidés des banques djiboutiennes se sont fortement

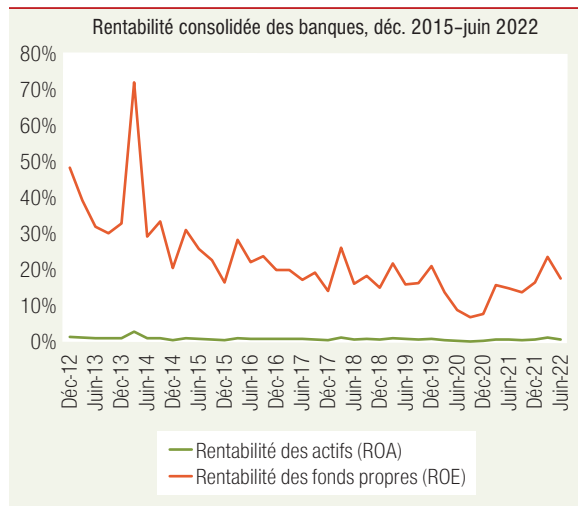
FIGURE 15 • Le niveau de liquidité du système bancaire djiboutien demeure élevé liquide en dépit de la tendance baissière observée depuis début 2021



Source : Banque centrale de Djibouti et calculs de l'équipe.

améliorés depuis la fin de 2016, passant de 22,4 % à 7,1 % du total des crédits distribués en juin 2022. En termes de stock, les PNP reculent de 29,4 % entre décembre 2019 (23 337 millions de FDJ) et juin 2022 (17 483 millions de FDJ). Le recul rapide des créances en souffrance (CES) est

FIGURE 16 • La rentabilité consolidée des banques affiche une tendance baissière depuis décembre 2015



Source : Banque centrale de Djibouti et calculs de l'équipe.

surtout imputable à l'assainissement du portefeuille des crédits radiés de plus de 5 années, consécutif à l'adoption d'un nouveau texte réglementaire sur les CES et leur provisionnement³. Le taux de provisionnement des PNP du système bancaire a poursuivi la tendance à la baisse entamée au début de 2020 et le niveau des provisions a reculé à 63,6 % du total des CES en juin 2022, contre 85,5 % en mars 2020.

Depuis le début de 2020, le ratio de solvabilité du système bancaire djiboutien a enregistré une baisse significative de 16,9 % à 10,9 % entre mars 2020 et juin 2022. Toutefois, le niveau des fonds propres de la plupart des banques est globalement en hausse depuis la fin de l'année 2020, avec un maintien des résultats nets des fonds propres des institutions financières durant la pandémie. Le recul du ratio d'adéquation des fonds propres des banques s'explique surtout par l'accroissement des risques globaux pondérés depuis mars 2020 en raison de l'exposition plus élevée du secteur bancaire, notamment, en ce qui concerne les placements interbancaires.

La rentabilité des banques djiboutiennes s'est dégradée au cours des dernières années (figure 16), réduisant ainsi leurs possibilités de croissance et leur capacité à absorber les chocs. En ce qui concerne la rentabilité des actifs, le ratio

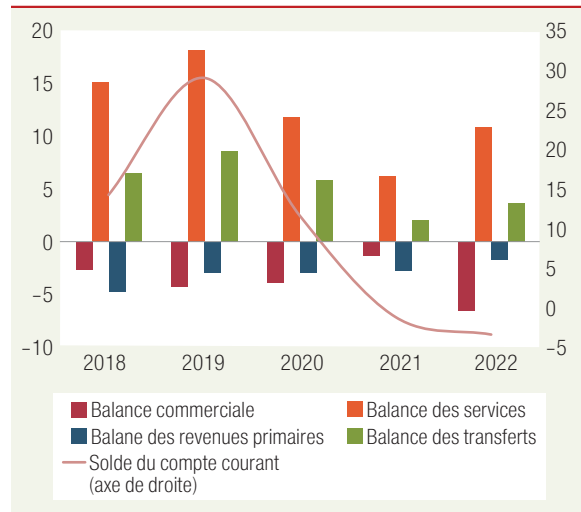
consolidé des banques établies à Djibouti n'a guère évolué depuis mars 2016 (1 % en moyenne). Le rendement de leurs fonds propres a reculé de 28,3 % en mars 2016 à 17,7 % en juin 2022, en passant par 8 % en décembre 2020. Plus de deux tiers du produit net bancaire (PNB) sont composés de marges d'intérêts, en raison de l'importance des placements interbancaires effectués par les banques de la place auprès de leurs maisons-mères et de leurs correspondants bancaires.

Secteur extérieur : un compte courant de la balance des paiements fortement détérioré et financé par les investissements directs et des avoirs extérieurs des banques en hausse

Les performances du début de l'année 2022 sont conformes à la tendance attendue pour le moyen terme. En effet, les exportations mesurées par le volume des marchandises traitées à la sortie des ports ont légèrement diminué (-0,5 %) à la suite de la baisse des exportations de bétail et des services touristiques, tandis que le volume des importations, hydrocarbures compris, augmentait de 30 % en glissement annuel à fin juin 2022, confirmant ainsi la dégradation de la balance commerciale. Cette dernière devrait contribuer à la dégradation du compte courant de la balance des paiements (figure 17), en venant s'ajouter à la baisse des revenus nets des actifs causée, d'une part, par l'augmentation du service de la dette et, d'autre part, par la baisse des avoirs extérieurs nets du système monétaire (11 % en glissement annuel ; (figure 18). Au total, la flambée des prix des marchandises importées et la hausse des coûts causée par les tensions subies par les chaînes d'approvisionnement devraient entraîner une détérioration significative du solde du compte courant, qui devrait s'établir à -4,9 % du PIB à la fin de l'année 2022.

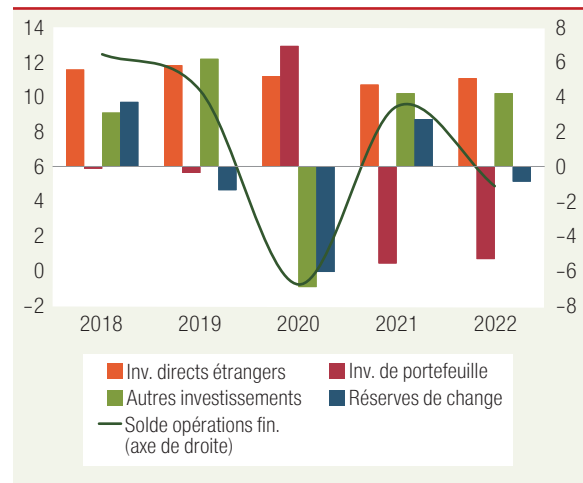
³ Instruction 2019-03 sur la classification des créances et le provisionnement des créances en souffrance, adoptée le 31 mars 2019.

FIGURE 17 • Le compte courant devrait continuer de se détériorer



Source : calculs des auteurs à partir des données de la Banque centrale de Djibouti.

FIGURE 18 • La baisse du niveau des réserves grève la position extérieure de l'État



Source : calculs des auteurs à partir des données de la Banque centrale de Djibouti.

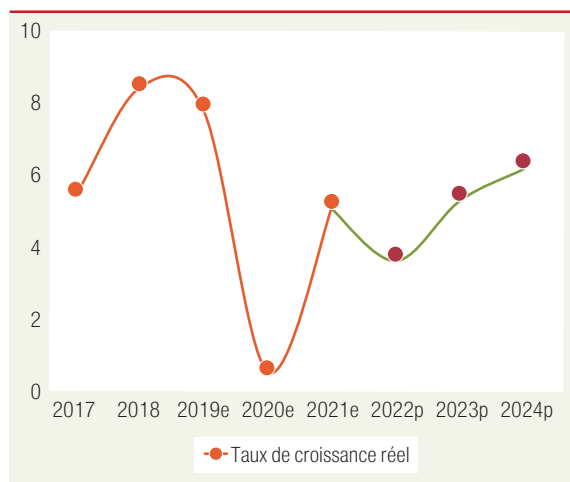
PERSPECTIVES À MOYEN TERME

L'économie djiboutienne devrait progressivement se redresser à moyen terme, tirée par les programmes d'investissement privés et publics et des réformes structurelles qui seront entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième plan national de développement (Djibouti Inclusion-connectivité-institutions, ICI).

Secteur réel : un dynamisme des travaux publics, source de perspectives positives à moyen terme

La croissance du PIB devrait s'accroître pour atteindre 5,3 % en 2023 et 6,2 % en 2024. Le rythme de l'activité économique pourrait s'accroître d'ici 2024, stimulé par les projets d'infrastructures domestiques (figure 19). Ceux-ci comprennent notamment : le développement du projet de parc industriel de Damerjog ; un nouveau terminal de stockage de carburant et une jetée pétrolière ; le développement du parc éolien terrestre de Ghoubet

FIGURE 19 • Dopée par l'investissement public, la croissance réelle devrait repartir à la hausse à partir de 2023



Source : estimations de l'équipe.

qui vise à accroître l'approvisionnement en électricité ; la finalisation de la troisième phase de construction de la cimenterie d'Ali Sabieh ; et la construction d'un chantier de réparation navale à l'ancien port.

Secteur fiscal : un déficit budgétaire qui devrait lentement se réduire à moyen terme

Le déficit budgétaire devrait légèrement se contracter à 2,6 % du PIB en 2023 et à 2 % du PIB en 2024 (Tableau 2), avec la redéfinition des priorités des dépenses d'investissement de l'administration centrale, le gel des nouveaux recrutements dans la fonction publique, et la centralisation des marchés publics de l'État. Le pays dispose de marges de manœuvre budgétaires très limitées, compte tenu de son étroite assiette fiscale et du risque élevé de surendettement auquel il est confronté. Le caractère sous-optimal de la mobilisation des recettes fiscales est accentué par l'introduction de nouvelles exonérations dans la loi de finances 2022, par la non-conformité fiscale d'une partie du secteur formel, et par la taille importante du secteur informel. Sur le plan des dépenses, des

coupes budgétaires seront nécessaires au vu de l'augmentation du service de la dette consécutive à la fin de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) et au début de l'amortissement des prêts contractés pour le pipeline d'adduction d'eau et le chemin de fer Djibouti-Éthiopie, qui arrivent à échéance en 2022 et 2025 respectivement.

Les nouvelles dispositions de la loi de finances 2022 ne devraient pas générer une marge de manœuvre budgétaire suffisante. La loi de finances 2022 comprend de nouvelles mesures visant à accroître la collecte des recettes grâce à la révision des tranches d'imposition sur le revenu, à la réduction du seuil de TVA, et au paiement d'un impôt unique par les entreprises établies dans les zones franches ou exonérées au titre du code des investissements. Des mesures de rationalisation des dépenses ont également été décidées et prévoient une réduction de 5 % des subventions aux entreprises

ENCADRÉ C : EFFETS DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR L'ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE

Le déclenchement du conflit ukrainien impose des défis majeurs à l'économie djiboutienne, déjà perturbée par les effets négatifs prolongés et conjugués des sécheresses récurrentes, de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Éthiopie. Les perspectives de croissance pour 2022 ont été révisées à la baisse en raison des tensions inflationnistes exacerbées par les chocs exogènes et les incertitudes liées à la situation géopolitique et sécuritaire dans les régions affectées par les conflits. Des réponses appropriées et coordonnées devraient être apportées par les pouvoirs publics pour atténuer les effets des différentes crises sur les conditions de vie des ménages djiboutiens, en particulier les plus vulnérables.

La crise russo-ukrainienne a largement contribué à accélérer la hausse des prix des matières premières, et ses répercussions vont ralentir la croissance, perturber les flux commerciaux et accroître les incertitudes dans la plupart des régions du monde. En perturbant les chaînes de production et d'approvisionnement, le conflit entre la Russie et l'Ukraine, deux des principaux producteurs mondiaux de matières premières^a, a provoqué une brutale flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Les sanctions financières et commerciales occidentales adoptées à l'encontre de la Russie et les considérables dégradations des infrastructures ukrainiennes auront des effets économiques et sociaux dans les pays voisins (Europe et Asie centrale), vont impacter les échanges commerciaux mondiaux et renforcer la volatilité des marchés financiers internationaux. Les effets de la guerre en Ukraine se traduiront à court terme par une détérioration des perspectives économiques mondiales compte tenu du recul escompté du commerce international et du resserrement des conditions de refinancement.

L'envolée des prix des produits alimentaires imputable à la crise ukrainienne va particulièrement affecter le bien-être des ménages les plus vulnérables qui consacrent une part importante de leurs revenus aux dépenses de consommation alimentaire. Les prix des produits alimentaires n'ont cessé de croître à Djibouti depuis 2015, avec une accélération à partir de juillet 2020 en raison de la Covid-19. Les ménages les moins aisés consacrent plus de 50 % de leurs dépenses totales à l'achat de produits alimentaires tandis que les plus riches n'y consacrent qu'environ 32 % de leurs revenus. À cause de la part plus élevée des denrées alimentaires dans le panier de consommation des ménages les plus pauvres et de la hausse rapide des prix des denrées alimentaires, les ménages les plus démunis de Djibouti sont confrontés à un indice des prix à la consommation (IPC) supérieur à la valeur moyenne. Une analyse récemment effectuée par le département pauvreté et équité de la Banque mondiale révèle qu'une augmentation des prix des produits alimentaires de plus de 10 % augmenterait le taux de pauvreté de 0,5 point de pourcentage à 17,6 % en 2022 comparée à son niveau de 2022, et de 0,8 point de pourcentage si les prix non alimentaires augmentent également à un taux plus élevé qu'actuellement projeté au moment de l'analyse (3,1%). Si les prix des denrées alimentaires devaient encore augmenter, par exemple de 30 %, les taux de pauvreté pourraient revenir à des niveaux

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ C : EFFETS DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR L'ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE (suite)

proches de leurs niveaux de 2017 (21,1 %), inversant plusieurs années d'efforts du Gouvernement de Djibouti pour réduire la pauvreté. La situation de précarité des ménages les plus vulnérables est d'autant plus exacerbée que le pays fait déjà face aux perturbations liées au conflit en Éthiopie (difficultés dans les chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires frais) et à d'autres défis environnementaux (sécheresses récurrentes) et sanitaires (Covid-19).

Les prix élevés des matières premières vont contribuer à détériorer le compte des transactions courantes, à creuser les déficits budgétaires et à accentuer la situation déjà fragile de l'endettement du pays. Les importations des produits pétroliers et des denrées alimentaires représentent, respectivement, 39 % et 16,5 % des importations totales du pays. Les prix élevés des matières premières en 2022 vont amplifier le déficit courant de la balance des paiements et réduire la marge de manœuvre budgétaire en raison de la baisse des recettes fiscales consécutive au recul des importations et de la consommation. Pour financer les importations des stocks stratégiques de denrées alimentaires et de produits pétroliers, les autorités djiboutiennes pourraient recourir à l'endettement extérieur auprès des partenaires au développement. Le classement de Djibouti en février 2022 parmi les pays à risque élevé de surendettement va fortement contraindre le recours aux financements extérieurs en l'absence d'un programme de réformes structurelles appuyé par le Fonds monétaire international et d'une amélioration des perspectives économiques et politiques en Éthiopie.

Pour atténuer les conséquences de la crise ukrainienne, les pouvoirs publics devraient prendre des mesures adéquates et apporter des réponses urgentes pour éviter l'insécurité alimentaire et énergétique, ainsi que des ruptures d'approvisionnement des biens de première nécessité. Le président de la République a lancé le 10 mars 2022 un appel à la solidarité nationale, notamment pour apporter toute l'assistance publique requise aux ménages les plus vulnérables. Un projet d'appui d'urgence de 68 millions d'USD a été élaboré par le Gouvernement djiboutien pour répondre aux chocs liés à la crise ukrainienne (tableau 1 ci-dessous). Il comprend des mesures humanitaires d'urgence destinées à 59 317 ménages sur l'ensemble du territoire national, à savoir un renforcement des programmes de filets sociaux, la poursuite des programmes de transferts monétaires, et une distribution de vivres. Afin de soulager les populations vulnérables des effets induits par les pressions inflationnistes, d'autres mesures d'urgence devraient être mises en œuvre par les pouvoirs publics, telles que des contrôles des prix et l'utilisation de mercuriales ; l'identification des stocks existants ; la constitution de stocks stratégiques pour les denrées essentielles (farine et huile végétale) ; et la mise en place de programmes de subventions pour certains produits de première nécessité. Avec un soutien de la Banque mondiale de 50 millions d'USD, le gouvernement djiboutien à travers le Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et le Projet de protection d'urgence pour la protection sociale et la réponse aux crises alimentaires, procède respectivement à : (i) l'amélioration de l'efficacité du ciblage des programmes de protection sociale afin de réduire le nombre des ménages vulnérables exposés aux fluctuations des prix et aux conditions du marché ; et (ii) le renforcement de la sécurité alimentaire à travers l'établissement d'un stock d'urgence et d'un système d'alerte précoce de sécheresses. Les réformes comprennent également la numérisation des mécanismes de prestation de protection sociale pour améliorer l'efficacité des transferts monétaires.

TABLEAU 1 • Projet d'appui d'urgence en réponse aux chocs issus de la crise ukrainienne

Mesures d'appui	Fonds recherchés (millions d'USD)
Budget national :	24
Constitution de stocks stratégiques d'hydrocarbures	10
Suppression de taxes sur les produits de première nécessité	4
Constitution de stocks stratégiques de produits de première nécessité	10
Affaires sociales :	34
Mise en place de mécanismes de subventions pour le ramadan	1
Aide humanitaire d'urgence (transferts en nature pour 6 mois)	30
Appui aux petits commerçants	3
Contributions de l'État :	10
Constitution de stocks stratégiques et distribution de vivres	10
Total	68

^a La Russie est le premier exportateur mondial de blé (18 %), de gaz naturel (25 %), de palladium (23 %), de nickel (22 %) et de fertilisants (14 %). Elle contribue également pour 18 % aux exportations mondiales de charbon, 14 % à celles du platine, 11 % à celles du pétrole brut, et 10 % à celles de l'aluminium raffiné. L'Ukraine représente 40 % de la production mondiale d'huile de graines, et respectivement 13 % et 7 % des exportations mondiales de maïs et de blé.

publiques, le gel des nouveaux recrutements dans la fonction publique, et la centralisation des appels d'offres et des achats de biens et services de l'État central. Ces mesures ne devraient toutefois générer qu'une marge budgétaire limitée, en raison des engagements de l'État concernant le service de la dette.

Secteur extérieur

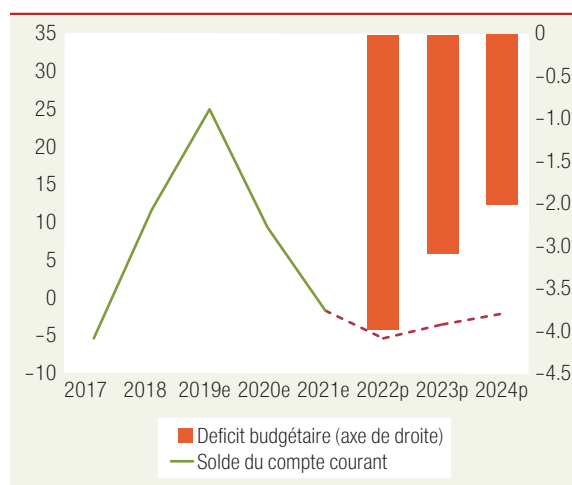
Le déficit du compte courant devrait progressivement s'améliorer entre 2023 et 2024, à condition que la demande éthiopienne de services logistiques et de transport augmente et que les perturbations diminuent dans les chaînes d'approvisionnement du transport maritime international (figure 20).

Les perspectives économiques à moyen terme sont toutefois sujettes à plusieurs risques, dont: (i) une détérioration supplémentaire de la situation budgétaire qui résulterait d'une accumulation continue de la dette publique, d'une diminution continue des recettes et de l'augmentation des exonérations fiscales; (ii) l'émergence de nouveaux variants de la Covid-19 ; (iii) la persistance des perturbations des chaînes de valeur mondiales logistiques et de transport (particulièrement importantes pour les activités portuaires) ; (iv) la poursuite ou l'intensification de la crise éthiopienne ; et (v) la prolongation du conflit en Ukraine, qui dégraderait le solde extérieur de Djibouti en raison du renchérissement du coût d'importation des produits alimentaires et énergétiques dont le pays est importateur net.

L'accumulation de la dette publique fait peser des risques importants sur la reprise économique djiboutienne. Une augmentation continue de l'endettement public de Djibouti réduirait davantage les marges de manoeuvres du pays pour faire face aux chocs futurs et éroderait sa capacité à financer des biens publics tels que l'éducation et les soins de santé publique. Il en résulterait une détérioration du développement humain et une brusque augmentation des inégalités.

Sur le plan régional, suite à la reprise des combats dans le nord de l'Éthiopie le 24 août, après la trêve humanitaire décrétée à la fin mars 2022,

FIGURE 20 • Les deux déficits devraient coexister à moyen terme



Source : estimations de l'équipe.

il subsiste une considérable incertitude, avec des implications pour l'économie djiboutienne. Les principaux canaux de transmission d'une crise prolongée en Éthiopie sont : i) une nouvelle contraction des activités commerciales et de transport dans les zones franches ; ii) une réduction du trafic routier et ferroviaire entre l'Éthiopie et Djibouti, avec des effets perturbateurs sur l'approvisionnement en eau et produits frais ; iii) des tensions budgétaires accrues associées aux dépenses humanitaires et sécuritaires accompagnant les grands mouvements migratoires. L'incertitude liée aux conflits devrait également se traduire par une diminution des flux entrants d'investissement direct étranger (IDE), signe d'une hausse des primes de risque pour la région dans un contexte global de resserrement des conditions financières sur les marchés des capitaux.

Sur le plan international, le resserrement des conditions monétaires aux États-Unis et dans d'autres pays industrialisés fait courir le risque d'une récession de l'économie mondiale à court terme. La matérialisation de ce risque pourrait considérablement affecter les petites économies très ouvertes et vulnérables aux chocs extérieurs comme Djibouti. Une récession mondiale en 2023, pourrait se traduire par de sorties importantes de capitaux des pays en développement qui présentent un risque élevé aux yeux des investisseurs.

TABLEAU 2 • Indicateurs économiques clés

		2018	2019	2020	2021e	2022 p	2023p	2024p
Économie réelle : variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire								
PIB réel	g	4,8	5,5	1,2	4,3	3,6	5,3	6,2
Consommation privée	g	4,8	5	-5,0	7,0	2,1	5,0	5,3
Consommation publique	g	1,9	-0,5	-2,1	-7,0	18,1	3,6	6,5
Investissement fixe brut	g	27	26,4	-37,2	3,5	1,0	2,4	6,7
Exportations	g	9,9	9,2	-29,7	3,0	1,5	5,1	6,5
Importations	g	-2,9	10,1	-29,5	3,0	3,0	5,0	7,5
<i>Contributions au PIB réel</i>								
Agriculture	% PIB	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7
Industrie	% PIB	14,1	15,1	14,3	15,0	15,7	16,1	16,6
Services	% PIB	77,6	76,8	78,3	77,5	76,8	76,3	75,9
Indice des prix à la consommation (fin de période)	g	-0,1	3,3	1,8	1,2	5,2	4,2	3,3
<i>Compte budgétaire, pourcentage du PIB, sauf indication contraire</i>								
Total des recettes et des dons	% PIB	24,1	23,5	23,5	19,4	17,5	17,5	18,1
<i>Recettes fiscales</i>	% PIB	13,4	13,0	11,7	11,2	10,8	10,9	11,1
<i>Recettes non fiscales</i>	% PIB	7,2	6,9	8,2	6,5	5,0	4,9	5,3
<i>Dons</i>	% PIB	3,5	3,6	3,6	1,7	1,7	1,7	1,7
Total des dépenses	% PIB	25,9	24,4	25,2	22,7	21,0	20,1	20,1
Dépenses courantes	% PIB	17,6	16,7	15,4	14,7	14,8	14,3	14,1
<i>Salaires et rémunération</i>	% PIB	6,9	6,5	6,3	6,0	6,0	5,9	5,8
<i>Biens et services</i>	% PIB	6,1	5,6	5,6	5,4	5,4	5,2	5,2
<i>Paiements d'intérêts</i>	% PIB	1,2	1,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
<i>Transferts courants</i>	% PIB	3,4	3,3	3,4	3,1	3,2	3	3
Dépenses en capital	% PIB	8,2	7,7	7,1	7,4	6,3	5,5	5,7
Déficit budgétaire	% PIB	-1,8	-0,9	-1,7	-3,3	-3,5	-2,6	-2,0
Financement	% PIB	1,8	0,9	1,7	3,3	3,5	2,6	2,1
Externe (net)	% PIB	1,7	1,5	2,3	1,5	3,5	2,6	2,1
Domestique (net)	% PIB	0,1	-0,6	-0,6	1,8	0,0	0,0	0,0
Secteur monétaire et prix								
Indice du taux de change effectif réel (2015=100)	I	105,4	105,4	101,4	87,9			
Crédit au secteur privé	% PIB	21,6	22,4	20,9	19,1			
Balance des paiements, en pourcentage du PIB, sauf indication contraire								
Solde du compte courant	% PIB	14,7	18,3	11,3	-0,6	-4,9	-3,1	-1,6
Importations, biens et services	% PIB	156,6	166,7	116	145,2	136,3	141,1	146,6
Exportations, biens et services	% PIB	143,8	154,2	107,7	147,9	144,0	146,1	150,0
Dette publique extérieure	% PIB	70,8	69,8	75,6	70,3	70,1	70,1	70,0
Taux de change (par USD, moyenne)	I	177,7	177,7	177,7	177,7			
Pour mémoire								
PIB nominal en USD (millions)	I	2913	3089	3181	3483	3897	4195	4558

Source : données du gouvernement et estimations du personnel de la Banque mondiale.



CHAPITRE SPÉCIAL : LE POTENTIEL NUMÉRIQUE DE DJIBOUTI

Situé sur une route commerciale internationale stratégique reliant l’Afrique, le Moyen-Orient, l’Europe et l’Asie, Djibouti est un îlot de stabilité dans la Corne de l’Afrique et tire avantage des atouts que lui confère sa situation géographique pour promouvoir le commerce et accélérer son développement économique, notamment grâce aux technologies de l’information et de la communication (TIC). Afin de mieux exploiter son emplacement stratégique et de renforcer sa compétitivité économique, le pays doit cependant combler son déficit d’infrastructure numérique nationale pour permettre une diversification économique plus poussée. L’adoption en 2014 de la Vision Djibouti 2035 reflète la volonté du pays d’introduire des réformes structurelles visant à renforcer l’avantage concurrentiel de Djibouti en tant que hub

logistique. Pour concrétiser la Vision Djibouti 2035, le Gouvernement djiboutien a élaboré deux plans quinquennaux : la « Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi » (SCAPE) pour la période 2015–2019 suivie de la stratégie « Inclusion, connectivité et stratégie des institutions » (ICI) pour la période 2020–2024. Alors que la SCAPE se focalisait sur la modernisation des infrastructures dans plusieurs secteurs clés, notamment le transport et la logistique, les télécommunications/TIC, le tourisme et la pêche ; l’ICI vise à promouvoir l’inclusion sociale, la connectivité et l’intégration régionale, tout en favorisant une participation élargie du secteur privé. En parallèle, le Gouvernement a également défini une stratégie nationale ambitieuse pour le développement des TIC et adopté en 2014 une feuille de route décennale pour les TIC (Plan stratégique

intégré 2014–2024 ou Schéma stratégique intégré – SSI) qui vise à développer et généraliser l'accès aux TIC à travers le pays. La SCAPE et l'ICI ainsi que le SSI ont pour objectif de stimuler la concurrence et les investissements du secteur privé. Depuis sa création en juillet 2021, le Ministère délégué de l'Économie Numérique et de l'Innovation (MDENI) est chargé de développer le secteur du numérique et d'en définir la stratégie. Il a préparé en 2022 une feuille de route pour la transformation digitale de Djibouti sur cinq ans. Le gouvernement a adopté le 27 juillet 2022 la loi no 164 spécifiant les missions et attributions du MDENI.

Le développement croissant des réseaux et des utilisations du numérique constitue un potentiel important de création d'opportunités économiques et sociales à Djibouti. Le développement du secteur des TIC et de l'économie numérique peut, par sa propre valeur ajoutée, contribuer à la croissance économique du pays et également stimuler la croissance d'autres secteurs en favorisant la productivité et l'innovation dans les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), et en soutenant la création d'emplois et la diversification économique. Cette perspective est particulièrement attrayante pour les jeunes djiboutiens qui maîtrisent mieux les TIC, mais dont un bon nombre est actuellement incapable de trouver un emploi ou doit accepter des emplois mal rémunérés. L'accélération de la transformation numérique pourrait également renforcer la position de Djibouti en tant que plaque tournante commerciale majeure de la région.

Djibouti s'est appuyé sur sa situation géographique pour se positionner en tant que plaque tournante numérique à l'aide d'investissements significatifs dans les câbles sous-marins en fibre optique. Grâce à eux, le pays ambitionne d'être reconnu autant pour son statut de hub numérique que pour sa position dans le secteur logistique mondial. Dans le cadre de cet ambitieux projet, Djibouti a, au cours de la dernière décennie, multiplié ses investissements dans l'infrastructure pour connecter le pays à au moins neuf câbles sous-marins mondiaux permettant des liaisons vers l'Europe, l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient, la Méditerranée, et l'Asie du Sud. Cela a fait de Djibouti l'un des pays d'Afrique les mieux connectés aux réseaux internationaux de

câbles sous-marins et lui a permis d'agir comme une plaque tournante du transport de données pour ses voisins (Djibouti Connecteur) : depuis 2013, Djibouti abrite le premier, et à ce jour unique, data center de la Corne de l'Afrique, le centre de données de Djibouti (DDC – *Djibouti Data Center*), offrant un accès direct à tous les principaux systèmes de câbles sous-marins en fibre optique internationaux et régionaux, et comprenant également le *Djibouti Internet Exchange* (DjIX). Il est le premier centre de données de troisième niveau de la Corne de l'Afrique. En hébergeant plus de 20 opérateurs régionaux issus de 13 pays, Djibouti s'est positionné comme acteur clé du numérique desservant la région.

Malgré la forte percée réalisée par Djibouti sur le marché régional des données, le potentiel de son secteur national des TIC reste encore largement inexploité, ce qui fait du pays un paradoxe numérique. Le secteur djiboutien des TIC est, avec ceux de l'Éthiopie et de l'Érythrée, l'un des derniers à maintenir une structure essentiellement monopolistique. L'entreprise publique Djibouti Telecom possède un quasi-monopole sur la connectivité Internet, et fournit tous les services TIC dans le pays (y compris les services fixes et mobiles et le haut débit). L'absence de concurrence a entravé la croissance du secteur des infrastructures numériques, tant en ce qui concerne la couverture que l'innovation, et a freiné les investissements sur le marché intérieur. La structure du secteur contribue aussi à maintenir élevés les prix de connexion et des services, notamment pour les entreprises, ce qui a empêché le pays de développer pleinement son potentiel numérique domestique (Djibouti Connecté).

L'accès aux télécommunications et aux services Internet à haut débit reste limité dans le pays, en grande partie à cause de la stratégie de Djibouti Telecom, essentiellement tournée vers le marché extérieur. Djibouti Telecom (DT) se concentre sur la vente à ses homologues régionaux de capacités de ses nombreux câbles sous-marins, étant donné que c'est cette opération qui génère le revenu le plus rémunérateur de l'entreprise. Au niveau national, cette stratégie a de fait conduit à un manque de services Internet abordables, fiables et à haut débit, car l'extension et l'amélioration de la couverture

TABLEAU 3 • Comparaison des principaux indicateurs de télécommunications

Données 2020 ou plus récentes	Djibouti	MENA	Afrique
Abonnements au téléphone fixe pour 100 habitants	3,9	18,0	17,7
Abonnements actifs à la large bande mobile pour 100 habitants	23,6	73,3	75,8
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	2,5	17,1	16,9
Abonnements uniques au haut débit mobile pour 100 habitants (2021) ^a	25,0	50,0	37,0

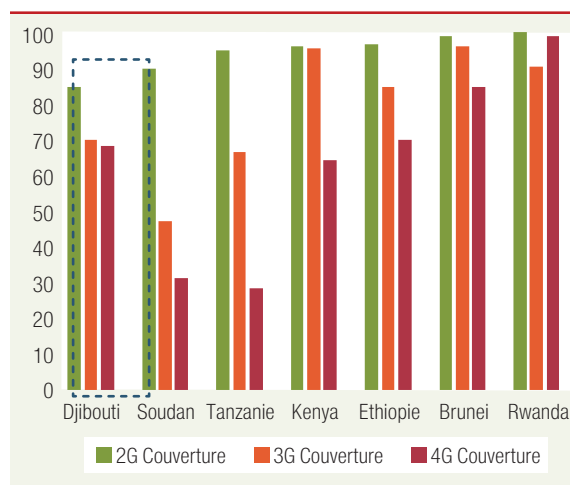
Source : UIT 2020, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.asp>.

^a connexions compatibles avec le haut débit mobile GSM A/SIM GSM A par abonné unique (janvier 2022)/Population des Nations unies (2020).

nationale n'ont jusqu'à récemment pas été une priorité pour l'entreprise. Ce n'est que récemment que DT a entrepris la modernisation de ses réseaux nationaux fixes et mobiles. Sur le fixe, DT migre de l'ADSL vers la technologie VDSL et déploie de la fibre pour servir les entreprises et certains quartiers résidentiels. Sur le mobile, DT déploie sur des zones nouvelles les technologies 2G et 4G, ce dernier remplacera les services WiMax et TETRA.

Djibouti se retrouve ainsi à la traîne par rapport à ses pairs de l'Afrique subsaharienne (ASS), ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) dans l'évolution et l'exploitation des TIC. Le paradoxe numérique djiboutien est notamment perceptible dans l'inégalité de la couverture du haut débit mobile entre les zones rurales et urbaines. Le pays se situe en bas de classement pour plusieurs indicateurs clés des TIC, tels que l'indice de développement de l'e-gouvernance publique (EGDI) de l'ONU où le pays était 179e sur 193 pays en 2020, et le suivi du développement réglementaire de l'UIT⁴ pour lequel le pays avait obtenu le score le plus faible. Malgré un taux d'urbanisation assez élevé avec une proportion de population urbaine estimée à 80 %⁵, le pourcentage de la population djiboutienne couverte par les technologies numériques est de 85 % pour la 2G, près de 70 % pour la 3G, et 68 % pour la 4G (voir figure 21). Les résultats de l'enquête menée par Djibouti Telecom et la Direction de la statistique et des études démographiques (DISSED) montrent que 71,3 % des ménages urbains déclarent avoir eu accès à l'Internet au cours des trois derniers mois précédant l'enquête contre seulement 0,7 % des ménages ruraux. De plus, dans les zones couvertes par le haut débit, la qualité reste faible avec un débit moyen en

FIGURE 21 • Couverture des réseaux 2G, 3G, 4G (% de la population, 2020)



Source : Indice de connectivité mobile 2020. GSMA. <https://www.mobileconnectivityindex.com/>.

août 2022 de 8,27 Mbit/s, plaçant ainsi le pays au 156e rang sur 182 économies⁶. L'écart cependant reste faible avec la Somalie qui bénéficie d'un débit de 7,47 Mbit/s alors qu'elle n'est connectée qu'à un seul câble sous-marin, contrairement à Djibouti qui est relié à neuf⁷ câbles (voir tableau 4).

Les progrès dans l'inclusion numérique restent lents, car combiné au manque de couverture du haut débit, le prix élevé de ces services

⁴ <https://app.gen5.digital/tracker/metrics>.

⁵ TeleGeography (2021). Djibouti – Aperçu du pays, données clés

⁶ Ookla (2022). Speedtest Global Index 2022. <https://www.speedtest.net/global-index>

⁷ Ookla (2022). Speedtest Global Index 2022. <https://www.speedtest.net/global-index>.

TABLEAU 4 • Haut débit fixe, vitesse moyenne de téléchargement (Mbit/s), août 2022

	Vitesse (Mbit/s)	Rang/182
Brunei	41,79	86
Cap-Vert	14,11	135
Rwanda	9,48	153
Tanzanie	11, 12	141
Kenya	8,98	154
Somalie	7,47	162
Djibouti	8,27	156
Éthiopie	4,06	177
Soudan	4,60	175

Source : Ookla (2022). Indice global de test de vitesse (*Speedtest Global Index 2022*). <https://www.speedtest.net/global-index>.

vient encore limiter l'adoption des TIC. On estime qu'à Djibouti le haut débit fixe coûte l'équivalent du revenu mensuel de 60 % des ménages les plus pauvres⁸. Même si les prix ont récemment diminué, celui du haut débit mobile reste relativement élevé par rapport aux autres pays de la région MENA (environ 5,7 % du Revenu National Brut par habitant pour 1,5 Go en 2020⁹), classant le pays au 30e rang des pays les plus chers sur 220 économies pour la tarification du haut débit en 2022¹⁰ (voir tableau 5).

Même si le taux de pénétration des abonnements mobiles a augmenté de 28 points entre 2015 et 2020 et que le nombre des abonnés mobiles est passé de 314 000 à 434 000 durant cette période, ce niveau de pénétration de Djibouti reste nettement inférieur à celui de la plupart des pays voisins et pairs, comme le montre la figure 22, où seule l'Éthiopie, restée longtemps en situation de monopole, fait moins bien. La pénétration des services de l'Internet mobile, largement utilisés dans les pays en développement en tant que substitut et complément des services fixes, s'élevait à 25 % en 2021, nettement moins que dans la plupart des pays voisins et pairs, comme le montre la figure 23¹¹.

Pour développer le potentiel de croissance de son secteur des TIC, Djibouti entreprend une série de réformes institutionnelles destinées à permettre une transition vers une économie numérique

TABLEAU 5 • Tarification du haut débit (2022)

	Coût moyen du forfait (USD/mois)	Rang sur 220 pays
Soudan	4,80	2
Éthiopie	33,08	70
Rwanda	40,83	95
Tanzanie	43,10	101
Kenya	45,23	113
Cap-Vert	46,89	117
Djibouti	95,52	190
Brunei	258,42	218

Source : cable.co.uk (2022). Comparaison des prix du haut débit 2022. <https://www.cable.co.uk/broadband/pricing/worldwide-comparison/>.

dynamique, inclusive et sûre. Ces derniers développements institutionnels dans le secteur des TIC comprennent la mise en place de deux institutions clés, indispensables à la conduite de toute transformation numérique. Premièrement, le ministère délégué chargé de l'Économie numérique et de l'Innovation (MDENI) qui, en coordination avec le ministère de l'Économie et des Finances, est responsable de la mise en œuvre de la politique nationale de transformation numérique, innovation et entrepreneuriat. Deuxièmement, l'Autorité de Régulation Multisectorielle de Djibouti (ARMD), qui est chargée de réglementer les secteurs des télécommunications, des postes et de l'énergie. En place depuis de nombreuses années, l'agence d'exécution chargée de coordonner les actions des administrations de l'État

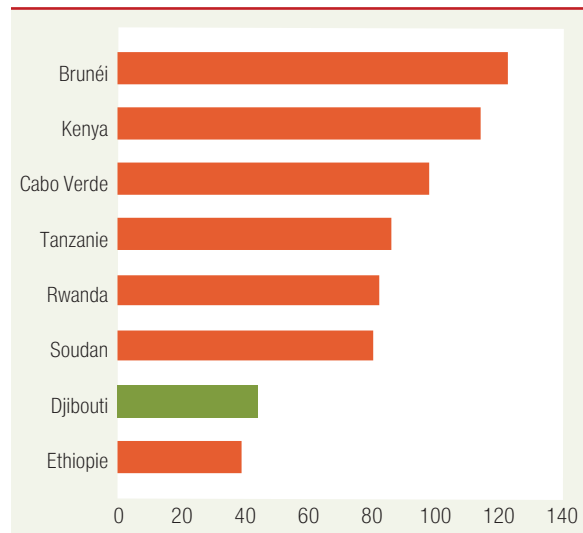
⁸ Gelvanovska, N. ; Rogy, M. Rossotto, C. (2014). Réseaux large bande au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : accélération de l'accès à l'Internet haut débit. Directions du développement – Technologies de l'information et de la communication. Groupe de la Banque mondiale.

⁹ UIT (2021). Connectivité dans les pays les moins avancés : état des lieux 2021. https://www.un.org/ohrls/sites/www.un.org.ohrls/files/21-00606_1e_idc-digital_connectivity-rpt_e.pdf.

¹⁰ Cable.co.uk (2022). Tarification mondiale du haut débit 2022 <https://www.cable.co.uk/broadband/pricing/worldwide-comparison/>.

¹¹ UIT (2022). Statistiques de l'UIT. <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>.

FIGURE 22 • Comparaison des abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants, pays de référence, 2020



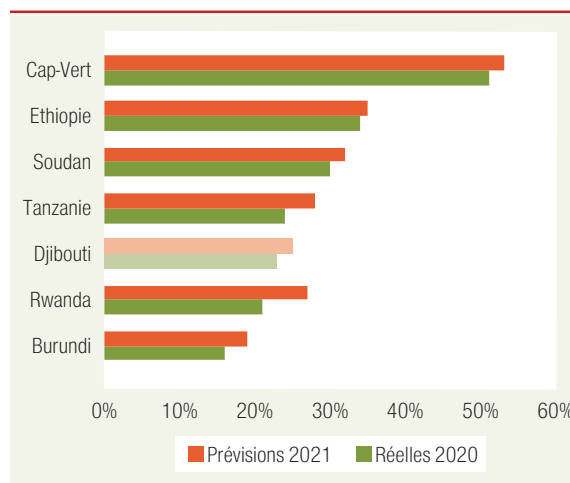
Source : UIT, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>.

(ANSIE) se prépare à opérer une mutation afin d'assurer à la fois, la convergence et la cohérence des systèmes d'information (SI) de l'État, sa sécurité, son agilité et sa contribution à la création de valeur et à l'innovation. Ces étapes démontrent la volonté politique d'accélérer la transformation numérique et de promouvoir des marchés numériques plus ouverts et concurrentiels.

En parallèle, le Gouvernement a récemment commencé à mettre en œuvre des réformes réglementaires pour remédier aux principaux goulots d'étranglement dans le secteur des TIC et faire face à la concurrence régionale.

La récente décision de l'Éthiopie d'ouvrir son marché des télécommunications semble avoir accru l'urgence pour Djibouti de libéraliser le sien. En 2019, l'Éthiopie a adopté une nouvelle loi, la Proclamation sur la réglementation des services de communication (2019/1948), qui libéralisait son marché des télécommunications et promettait d'octroyer une licence à deux nouveaux opérateurs privés. Mi-2021, le Gouvernement djiboutien a annoncé son intention d'ouvrir le capital (participation minoritaire de 40 %) de la société publique Djibouti Telecom à un partenaire stratégique, et lancé à cet effet un appel à manifestation d'intérêt. Le Gouvernement a également indiqué qu'il envisageait d'introduire davantage de réformes pour renforcer la concurrence sur les marchés, mais aucun calendrier n'a été communiqué à cet effet notamment

FIGURE 23 • Comparaison des abonnements uniques au haut débit mobile pour 100 habitants, pays de référence, 2020/2021



Source : Connexions compatibles avec le haut débit mobile GSMA/SIM GSMA par abonné unique (janvier 2022)/ Population des Nations unies (2020).

concernant une deuxième licence globale. Il existe toutefois un risque que le partenaire stratégique de Djibouti Telecom cherche à maintenir une période d'exclusivité.

Des leçons potentielles peuvent être tirées de l'expérience de Comores Telecom pour l'approche à adopter avec Djibouti Telecom, notamment concernant : i) le risque pour l'opérateur historique d'une introduction de la concurrence sans une restructuration ou privatisation simultanée ou préalable de Djibouti Telecom ; ii) la nécessité pour Djibouti Telecom de se préparer à la concurrence, notamment en réduisant ses effectifs et en modernisant sa gestion ; et iii) la nécessité d'un régulateur sectoriel fort, responsabilisé et opérationnel, pour accompagner le processus d'ouverture du marché.

La Banque mondiale a présenté à la délégation Djiboutienne lors des assemblées annuelles 2022 de la Banque mondiale et du FMI à Washington des options possibles pour le repositionnement de Djibouti Telecom (DT) et la promotion de la libéralisation du marché :

1. DT demeure un opérateur intégré, mais soumis à une réglementation stricte avec obligation de fournir à ses concurrents des services de gros réglementés. Pour investir dans une infrastructure nationale moderne et la déployer, DT aurait besoin d'une forte incitation, qui

APERÇU SUR LA RESTRUCTURATION STRATÉGIQUE DE COMORES TELECOM

Dans le cadre de la quatrième phase du Programme régional d'infrastructure de communication (RCIP-4), financé par la Banque mondiale entre 2013 et 2022 et visant à faire baisser les prix de la connectivité internationale et à étendre la couverture du haut débit, un audit complet de Comores Telecom (l'opérateur historique en situation de monopole jusqu'en 2015) et une évaluation des options de restructuration stratégiques disponibles ont été réalisés.

Les options de restructuration identifiées par l'audit ne se limitent pas à l'entreprise publique Comores Telecom, mais portent également sur l'ensemble du secteur des télécommunications. Celui-ci est confronté à une très forte et très rapide récession en valeur (baisse de 30 à 20 mds KMF depuis 2017) alors qu'il dispose d'une réserve de croissance considérable (potentiel de marché normatif à environ 50 mds KMF). À l'origine de cette baisse, on trouve l'important sous-équipement encore à rattraper, des segments faiblement exploités (fixe, marché pro/VIP...), et des utilisations en transformation rapide stimulées par des prix bas et une forte élasticité. Le marché souffre également de la très faible maturité des autres acteurs clés tels que l'Autorité nationale de régulation des TIC (ANRTIC) qui ne dispose pas des outils et compétences nécessaires au fonctionnement normal d'un marché ouvert, malgré l'assistance technique dont elle a bénéficié depuis 2013 dans le cadre du programme RCIP-4. Mal préparé à la concurrence et terriblement fragilisé par le lancement rapide et réussi du nouvel opérateur Telecom Telma (l'opérateur concurrent qui a obtenu une licence en 2015), Comores Telecom est confronté à une situation de marché extrêmement préoccupante (baisse du revenu de 28 à 12 ou 13 mds KMF en 3 ans contre 8 mds KMF pour Telma), conséquence d'une posture organisationnelle, commerciale et managériale insuffisamment offensive et inadaptée à la nouvelle situation de concurrence (faiblesse des revenus de gros et fixes). Pénalisé par son modèle opérationnel hypertrophié (2396 employés contre 104 pour Telma) et un modèle économique à bout de souffle (perte de 65 000 clients et de 40 % du marché en valeur, 33 % de marge d'excédent brut d'exploitation contre 58 % en 2016, ARPU en baisse de 35 %), l'opérateur historique est en quasi-faillite.

Le constat de l'audit sur la situation actuelle du secteur des télécoms reste très alarmant. L'ouverture à la concurrence a certes permis une forte baisse des prix (environ 35 %), une augmentation de la pénétration du mobile (de 58 % à 75 %) et un important développement des usages (x2,5 pour l'usage voix et 3,5 pour l'usage data) qui a bénéficié au consommateur final. Un plan de mesures d'urgence et d'améliorations opérationnelles a été engagé pour sauver Comores Telecom. Il porte sur l'ensemble des métiers et s'appuie sur les actifs de l'opérateur (image de marque, portefeuille d'offres, capillarité de distribution...). Il vise à reconstruire les bases sur 12 fondamentaux opérationnels afin de retrouver du dynamisme commercial, de rapidement inverser la trajectoire financière et de bâtir un socle de réformes plus radicales.

Il a toujours été prévu que Comores Telecom soit privatisé, et IFC avait été invité à aider au processus en 2011. En 2014, le Gouvernement a toutefois changé d'avis, certainement du fait des élections de cette année-là. Aucun partenaire stratégique n'a donc été introduit dans le capital de l'entreprise. Comores Telecom n'a pas réussi à se préparer à la concurrence et a même doublé le nombre de ses employés au lieu de le réduire, avant l'introduction de la concurrence. Comores Telecom a conclu un certain nombre d'accords de financement indépendants, notamment avec China EXIM Bank, à l'insu du Gouvernement. Les dettes de Comores Telecom représentent aujourd'hui environ 40 % de la dette nationale du Gouvernement des Comores, avec peu d'espoir de remboursement. Aucune mesure décisive n'a été prise en réponse aux recommandations de l'équipe d'audit, et le problème s'est aggravé depuis 2020.

Source : Banque mondiale et audit effectué par Roland Berger en 2020.

- pourrait prendre la forme d'une limite de temps, ou d'une période d'exclusivité, sur la capacité d'un concurrent à contester DT sur la fourniture d'infrastructures. (Cette option n'est pas privilégiée)
2. Relancer l'ouverture du capital de DT par un processus transactionnel rigoureux et transparent basé sur un appel d'offres concurrentiel pour l'ouverture du capital de l'opérateur historique, accompagné de l'octroi d'une nouvelle licence ; établir des spécifications précises en termes d'obligations de déploiement (couverture) et de qualité de services et fournir aux

investisseurs privés potentiels une visibilité claire sur la valeur de DT et le calendrier opérationnel, y compris sur un contrôle de gestion. Afin d'améliorer les chances de succès, il semblerait nécessaire d'offrir aux investisseurs potentiels la propriété d'une participation majoritaire (supérieure à 50%), ou d'une minorité significative (supérieure à 40%) dotée de droits de codécision clairs sur certaines décisions stratégiques dès le premier jour pour le partenaire stratégique, avec une option d'achat explicite permettant à ce partenaire d'acheter des actions supplémentaires sur une période

déterminée pour prendre le contrôle majoritaire, parallèlement à l'ouverture progressive du secteur à la concurrence.

3. Mettre en œuvre une forme de séparation de certaines fonctions de DT afin de réduire l'impact sur l'emploi tout en veillant à ce que le gouvernement continue de recevoir des revenus. Une séparation a pour objectif d'éviter la tendance naturelle d'accorder un traitement préférentiel à l'opérateur historique par rapport à ses concurrents. Au-delà de la séparation comptable, les meilleures pratiques internationales prévoient « six degrés » de séparation fonctionnelle, opérationnelle ou structurelle plus intensive qui ne sont toutefois pas à la hauteur de la séparation pleine propriété, à savoir: la création d'une division du commerce de gros; séparation virtuelle; la séparation des entreprises; séparation des entreprises avec des incitations localisées; et la séparation juridique impliquant des entités juridiques distinctes sous la même propriété.

3.1 La séparation fonctionnelle peut exiger qu'un exploitant verticalement intégré établisse une unité commerciale pour servir ses clients grossistes en amont qui est séparée de ses activités en aval. Par exemple, le Royaume-Uni a procédé à une séparation fonctionnelle volontaire de son opérateur historique de télécommunications, British Télécommunications (BT). Selon les termes de l'accord avec le régulateur sectoriel (Ofcom), BT a été séparée en divisions distinctes de vente au détail, de gros et d'accès, bien que toutes restant au sein du groupe BT plus large. Cela s'est produit plusieurs années après la privatisation.

3.2 Séparation de la structure/propriété qui nécessite le transfert d'actifs à une entité distincte ou à une structure de propriété distincte. Le modèle NetCo avec une répartition gros/détail est la partie non concurrentielle du réseau qui prend en charge l'approvisionnement en services de vente en gros, tandis que la fourniture

de services aux utilisateurs finaux est organisée de manière concurrentielle. Un exemple récent est la création de Bahreïn Network (BNET).

4. Attribution d'une nouvelle et seconde licence complète. Cette réforme du marché pourrait avoir lieu indépendamment de tout changement de statut de DT. Ce serait similaire à ce qui s'est passé en Éthiopie, où une deuxième licence a été attribuée à un consortium dirigé par Safaricom (Kenya).

Quelle que soit la décision du gouvernement, la création d'un environnement favorable à l'économie numérique grâce au renforcement de la concurrence devrait aider le pays à accroître la pénétration du haut débit et l'utilisation des smartphones. Deux des principaux moteurs de l'adoption accrue des téléphones intelligents sont l'extension de la couverture, en particulier des technologies mobiles de troisième et quatrième génération (3G et 4 G), et l'amélioration de l'accessibilité des services. Les expériences de pays tels que le Brunei et le Cap-Vert montrent que la libéralisation du marché des télécommunications a contribué à accroître l'adoption des services mobiles et, par conséquent, l'utilisation d'Internet. Sur la base de sa trajectoire actuelle et des améliorations observées dans des pays similaires, le taux de pénétration des abonnements à l'Internet mobile (pour 100 personnes) pourrait atteindre environ 100 % en 2035, si un lancement commercial d'un deuxième opérateur global avait lieu dès 2025.

En parallèle, un effort important est nécessaire pour inclure l'ensemble des Djiboutiens dans la transformation numérique, et cela nécessite le développement des compétences numériques : L'allocation de ressources en support à la formation sur des programmes de compétences numériques intermédiaires et avancées à l'intention des entrepreneurs et des MPME, la mise en œuvre d'un plan stratégique visant à intégrer les compétences numériques de base dans les programmes et cursus scolaires et universitaires, et des cours de niveaux intermédiaire et avancé sur le numérique.

Sur la base d'études économiques montrant le lien entre l'adoption du haut débit/très

haut débit et la croissance du PIB ou du PIB par habitant, on estime que l'amélioration de la pénétration de l'Internet mobile pourrait entraîner une amélioration supplémentaire de 0,9 à 1,1 % du PIB de Djibouti d'ici 2025, si la concurrence est introduite à un stade précoce. Cela représenterait un avantage cumulé de 93 à 117 millions d'USD. Une récente étude montre qu'une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit se traduit par une croissance du PIB par habitant de 2,46 % pour les pays de l'Afrique et de 1,82 % pour les pays de la région MENA¹² et crée indirectement de 1,5 à 4,5 emplois pour chaque nouvel emploi dans le secteur¹³. Une analyse menée par la Banque mondiale a révélé qu'une augmentation de dix points de la pénétration du haut débit mobile crée une croissance annuelle du PIB par habitant de 0,48 à 0,60 point¹⁴.

Le secteur financier de Djibouti n'a que récemment commencé à tirer profit de l'économie numérique. Avec le soutien de la Banque mondiale¹⁵, le pays a mis en service en juin 2021 un système de paiement national doté de la dernière solution ATS+. Djibouti Telecom a lancé en juin 2020 D-Money, un nouveau service d'argent mobile numérique, malheureusement plus d'une décennie après d'autres économies africaines telles que le Kenya et la Tanzanie. Ce nouveau service permet aux utilisateurs d'effectuer des transferts et des paiements numériques directement à partir de téléphones mobiles. Les principaux établissements bancaires du pays offrent également à leurs clients la possibilité de gérer leurs comptes via Internet ou de transférer de l'argent par voie électronique, avec une extension récente aux services de monnaie numérique mobile. De même, les ménages djiboutiens peuvent payer leurs factures d'eau et d'électricité en ligne. La Banque centrale a entrepris un important projet de modernisation, qui devrait considérablement faciliter la numérisation des opérations et transactions financières courantes. Plusieurs facteurs continuent toutefois d'empêcher l'adoption de ces services, notamment une pénétration limitée du mobile et d'Internet, des capacités institutionnelles et techniques qui demeurent insuffisantes, et la réticence des utilisateurs à utiliser ces services en raison de préoccupations concernant la fiabilité et la sécurité des transactions et la protection des données personnelles.

Le secteur numérique demeure une opportunité pour attirer les investisseurs et stimuler l'innovation. La pénurie de personnel suffisamment formé aux technologies numériques ainsi que divers aspects liés à l'environnement des affaires (tels que les barrières à l'entrée et à la sortie du marché, l'accès au financement, et le règlement sur la protection des données) font partie des principaux obstacles freinant encore le développement de l'entrepreneuriat numérique. Une stratégie de développement des compétences numériques permettrait de renforcer l'écosystème local de l'entrepreneuriat numérique ainsi que les capacités au sein des institutions clés, de même que la définition d'une politique de l'innovation dans le secteur numérique. À cette fin, à travers son assistance technique, la Banque mondiale soutient le MDENI dans le développement d'une stratégie d'innovation numérique afin de concrétiser sa volonté de stimuler l'innovation et l'appropriation du numérique. Ces activités devraient soutenir la création d'emplois et la diversification économique, en particulier pour les jeunes djiboutiens, qui maîtrisent mieux les outils numériques.

Djibouti a la possibilité de s'attaquer aux insuffisances du secteur des TIC pour en améliorer la compétitivité, offrir des services moins chers et de meilleure qualité afin de favoriser l'émergence de nouveaux secteurs d'activité, consolider la position du pays en tant que plaque tournante régionale, et attirer davantage les investisseurs privés. Les récents efforts entrepris par le Gouvernement doivent être menés à bien, notamment par l'opérationnalisation

¹² UIT (2020). Comment le haut débit, la numérisation et la réglementation des TIC impactent l'économie mondiale. https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/pref/D-PREF-EF.BDR-2020-PDF-E.pdf.

¹³ UIT (2019). Economic Contribution of broadband, digitization and ICT regulation. https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/pref/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019-PDF-E.pdf.

¹⁴ Banque mondiale (2017) Malawi – Projet de fondations numériques <http://documents.worldbank.org/curated/en/279041495480051045/Malawi-Digital-Foundations-Project>.

¹⁵ Le système a été déployé à travers le « Projet de gouvernance pour le développement du secteur privé » de la Banque mondiale (P146250).

effective de l'ARMD et du MDENI, et être complétés par des réformes destinées à promouvoir un environnement plus favorable à l'économie numérique, pour bâtir un marché concurrentiel stimulant les investissements du secteur privé et l'innovation. En avril 2022, le MDENI a lancé une feuille de route pour le nouveau ministère,¹⁶ qui a été suivie par l'adoption d'une loi définissant son mandat en juillet 2022.¹⁷

¹⁶ UNDP (2020). Launch of the roadmap for the digital economy and innovation. <https://www.undp.org/djibouti/news/launch-roadmap-digital-economy-and-innovation>

¹⁷ République de Djibouti (2022). Les Missions et les attributions du Ministère Délégué Chargé de l'Économie Numérique et de l'innovation. <https://www.presidence.dj/index.php/texte/164-an-22-8eme-l-10713>.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque mondiale (hiver 2021), *Djibouti Economic Monitor – Navigating through the Pandemic and Regional Tensions*.
- Banque mondiale (mai 2022), *Macro Poverty Outlook – Djibouti*.
- Brun, J.-F., et M. Diakit , (2018), *Tax Potential and Tax Effort : An Empirical Estimation for Non-resource Tax Revenue and VAT's Revenue*, CERDI.
- Chambas G., J. F. Brun, J. L. Combes et coll. (2006), * valuation de l'espace budgétaire des pays en développement*, document conceptuel, PNUD, New York.
- Fenochietto R., et C. Pessino (2013), « Understanding Countries' Tax Effort », *IMF Working Paper*, 13/244, Washington: International Monetary Fund.
- FMI et Banque mondiale (avril 2019), *Tax Administration Diagnostic Assessment Tool – Rapport d'évaluation de la performance*, République de Djibouti.
- Kumbhakar S. C., G. Lien et J. B. Hardaker (2014), « Technical Efficiency in Competing Panel Data Models : A Study of Norwegian Grain Farming », *Journal of Productivity*.
- Lotz J. et E. Morss, (1967), « Measuring Tax effort in Developing Countries », *IMF Staff Paper*, Vol.14, pp. 478–99.
- Mansour M. (2014), « A Tax Revenue Dataset for Sub-Saharan Africa : 1980–2010 », *FERDI Working Paper*, 119.
- République de Djibouti, ministère de l'économie et des Finances chargé de l'Industrie, Direction de l'économie et du plan, *Annuaire statistique*, édition 2021.
- République de Djibouti, Banque centrale de Djibouti. Situation monétaire intégrée de décembre 2018 à décembre 2021.
- République de Djibouti, Institut de la statistique de Djibouti. Indice des prix à la consommation – décembre 2021.
- République de Djibouti, ministère de l'économie et des Finances chargé de l'Industrie, Direction de l'économie et du plan, *Analyse des répercussions de la crise géopolitique mondiale sur l'économie nationale*, mars 2022.
- République de Djibouti, ministère de l'économie et des Finances chargé de l'Industrie, Direction de l'économie et du plan, *Note de conjoncture*, 4e trimestre 2021.
- République de Djibouti, ministère de l'économie et des Finances chargé de l'Industrie, Direction de l'économie et du plan, *Indicateurs d'activités économiques*, décembre 2021.
- République de Djibouti, ministère du Budget, Direction de la dette publique. *Bulletin statistique de la dette publique*, 4e trimestre 2021.
- Stotsky J. G. et A. WoldeMariam, (1997), « Tax Effort in Sub-Saharan Africa », *IMF Working Paper*, 97/107.

ANNEXE 1 : APPLICATION DE LA MÉTHODE D'ANALYSE DE FRONTIÈRE STOCHASTIQUE POUR L'ÉVALUATION DU POTENTIEL FISCAL DE DJIBOUTI

Le modèle de frontière stochastique de Kumbhakar, Lien et Hardaker (2014) repose sur l'estimation en données de panel de l'équation suivante :

$$Y_{it} = \beta_0 + x_{it}'\beta + c_i + \eta_i + v_{it} + \mu_{it}$$

Où c_i représente l'hétérogénéité individuelle inobservée, η_i l'inefficience persistante, v_{it} l'inefficience transitoire, et μ_{it} le terme d'erreur.

Les données utilisées dans le cadre de cette analyse portent sur 180 pays développés, émergents

et en développement, parmi lesquels Djibouti. La variable à expliquer est le total des recettes fiscales rapporté au PIB. Les variables explicatives sont : le logarithme du PIB réel par habitant retardé d'une période ; l'ouverture commerciale (somme des importations et des exportations en % du PIB) ; la valeur ajoutée du secteur des services en % du PIB ; le ratio en pourcentage de dépendance de la population active ; le taux d'inflation, et l'index de contrôle de la corruption. Les données proviennent des autorités nationales, de la Banque mondiale et du FMI. Le tableau des résultats des estimations est présenté ci-dessous.

	Coeff.	t-value	p-value	[95 % intervalle de conf.]	
Retard du log du PIB par tête	1,532***	10,01	0	1,232	1,832
Valeur ajoutée des services en % du PIB	-0,12***	-7,41	0	-0,152	-0,089
Ouverture commerciale en % du PIB	0,007**	2,51	0,012	0,001	0,012
Log du ratio de dépendance	1,761***	3,45	0,001	0,761	2,761
Log de (1+inflation)	0,019	0,27	0,784	-0,116	0,153
Log de l'indice de contrôle de la corruption	0,363***	2,62	0,009	0,092	0,634
Constante	7,254***	4,86	0	4,327	10,181
Mean dependent var	18,823	SD dependent var		7,989	
Overall r-squared	0,283	Number of obs,		1985	
Chi-square	185,835	Prob > chi2		0,000	
R-squared within	0,063	R-squared between		0,298	

*** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$

**ANNEXE 2 :
DJIBOUTI : PRIX
MOYEN DES PRODUITS
DE PREMIÈRE
NÉCESSITÉ, JUILLET
2020-AOÛT 2022 (FDJ)**

	Juil-20	Juil-21	Janv-22	Févr-22	Mars-22	Avr-22	Mai-22	Juin-22	Juil-22	Août-22
Riz Belam (1kg)	100	110	105	105	110	120	125	120	125	120
Riz Belam (25 kg)	2330	2380	2320	2320	2420	2590	2650	2700	2775	2680
Riz Basara (1 Kg)	300	310	290	290	270	295	295	295	300	295
Riz Basara (5 Kg)	1470	1490	1370	1370	1385	1145	1425	1440	1445	1485
Riz Basmati (1 kg)	300	270	290	290	295	296	296	295	305	300
Riz Basmati (5 kg)	1470	1355	1355	1355	1430	1370	1365	1500	1520	1530
Spaghetti Importé (1 pièce)	120	130	125	125	125	130	126	130	130	130
Spaghetti Importé (1 carton)	2445	2395	2430	2430	2400	2390	2378	2395	2415	2465
Spaghetti local (1 pièce)	510	110	110	110	115	115	115	120	125	120
Spaghetti Local (1 carton)	1340	1980	2105	2105	2140	2125	2181	2300	2365	2345
Macaroni Importé (1 pièce)	130	130	125	125	130	130	131	135	135	135
Macaroni Importé (1 carton)	2530	2480	2410	2410	2400	2420	2488	2480	2470	2500
Macaroni local (1 pièce)	105	110	115	115	120	120	125	130	135	130
Macaroni Local (1 carton)	2030	2040	2240	2240	2250	2245	2335	2455	2477	2500
Viande de bœuf sans os (1 Kg)	1315	1435	1290	1290	1325	1500	1550	1460	1488	1445
Viande de chèvre (1 Kg)	1240	1435	1285	1285	1270	1335	1390	1420	1425	1400
Tomates (1 Kg)	300	200	150	150	190	285	230	465	200	200
Oignons (1 Kg)	200	150	150	150	160	185	165	245	200	170
Pomme de terre (1 Kg)	150	100	100	100	100	130	115	240	120	100
LAIT, BOIT DE 2,5KG (NIDO)	4450	4470	4540	4540	4605	4605	4572	4645	4695	4430
LAIT, BOÎTE DE 2,5KG (COWS)	3000	2775	3055	3055	3105	3235	3285	3715	3620	3640
Sucre (1 Kg)	100	115	130	130	130	145	125	130	130	145
Sucre (50 Kg)	4315	4915	5790	5790	5845	5845	5835	6140	6600	7265
Farine (1 Kg)	100	110	105	105	120	120	120	120	120	120
Farine (25 Kg)	2100	2295	2440	2440	2740	2750	2800	2710	2725	2775
Huile Alimentaire (1L)	300	381	425	425	480	485	460	465	500	540
Huile Alimentaire (5L)	1180	1545	1490	1490	2015	2000	1850	2240	2200	1960
GAZOIL	195	200	200	200	200	200	200	200	200	200
SUPER	295	300	305	305	305	305	305	305	305	305
KEROZENE	120	115	130	130	130	130	130	130	130	130

Source : INSTAD-IPC, août 2022.

**ANNEXE 3 :
DJIBOUTI, PRINCIPAUX
INDICATEURS
DE L'ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE,
2021-2022 (PREMIER ET
DEUXIÈME TRIMESTRES)**

	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21	2021	T1 2022	T2 2022
Secteur réel							
Secteur primaire							
Pêche	816	928	758	587	3 089	814	956
Élevage							
Bétail (export)	113 186	181 388	13 247	1 200	309 021	24 368	100 328
Bétail (consommation locale)	61 296	53 334	67 858	68 566	251 054	50 058	42 651
Secteur secondaire							
Énergie							
Production	109 994	176 636	211 389	156 043	654 062	126 757	185 065
Consommation	100 115	128 509	160 003	152 048	540 675	107 187	143 484
Nombre d'abonnés	70 139	71 220	72 447	73 204	73 204	74 415	75 004
Eau							
Production	5 331	6 905	8 298	4 920	25 454	6 214	
Consommation	3 384	4 284	3 752	4 588	16 008	3 599	
Nombre d'abonnés	39 192	50 888	51 671	52 324	52 324	53 313	
BTP							
Permis de construire	193	155	182	159	689	230	182

(suite à la page suivante)

(suite)

	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21	2021	T1 2022	T2 2022
Secteur tertiaire							
Transport maritime							
TOTAL (DJIB + ETH + transbordements + exportations)	3 578 817	3 678 522	3 392 855	3 594 381	14 244 574	3 138 424	3 704 410
Demande locale (Djibouti)	300 254	207 482	391 482	413 268	1 312 486	295 263	305 224
Conteneurs traités à l'entrée (SGTD+DMP)	102 699	114 308	194 342	127 676	539 025	125 822	121 022
Marchandises en vrac à l'entrée (PDSA+DMP+ Tadjourah)	71 723	21 975	86 363	209 099	389 160	72 982	84 226
Hydrocarbures	125 833	71 199	110 777	76 493	384 301	96 459	99 976
Demande éthiopienne	3 182 068	3 405 833	2 948 894	3 152 865	12 689 659	2 813 217	3 134 075
Conteneurs traités à l'entrée. (SGTD+DMP)	954 612	866 854	1 154 820	1 141 500	4 117 786	852 136	817 883
Marchandises en vrac à l'entrée (PDSA+DMP+ Tadjourah)	1 256 503	1 583 433	784 466	1 056 045	4 680 447	1 006 429	1 340 772
Hydrocarbures	970 953	955 545	1 009 608	955 320	3 891 427	954 652	975 420
Transbordements	73 518	37 491	26 095	13 880	150 985	7 087	233 247
Transbordements (conteneurisés)	72 889	37 123	24 969	13 033	148 014	5 453	3 452
Transbordements (vrac)	629	368	1 127	847	2 971	1 634	229 795
Exportations des marchandises	22 976	27 716	26 384	14 367	91 443	22 857	31 864
Djibouti	442	1 839	183	1 146	3 610	6 575	15 129
Éthiopie	22 535	25 877	26 201	13 221	87 834	16 282	16 735
Nombre de conteneurs traités	172 605	178 692	173 241	166 754	691 292	158 300	144 699
Transport routier (DPCR)							
Mouvement des camions	100 950	102 085	97 570	99 268	399 873	100 817	100 202
Transport aérien							
Nombre des passagers	49 899	51 680	67 146	65 669	234 394	74 943	59 017
Transport ferroviaire							
Nombre des passagers	16 168	45 760	38 716	38 423	139 067	49 606	29 973
Conteneurs	30 956	26 977	19 466	22 654	100 053	26 204	25 792

(suite à la page suivante)

(suite)

	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21	2021	T1 2022	T2 2022
Commerce extérieur							
Mise à la consommation locale	41 578 366	36 159 867	41 012 869	40 793 691	159 544 793	39 681 151	42 616 757
Mise à la consommation locale	258 439 000	339 249 536	332 402 008	314 932 517	1 245 023 062	335 378 498	315 995 398
Réexportations	131 428 045	142 439 424	179 327 242	197 248 529	650 443 240	187 579 672	219 011 460
Réexportations	521 731 387	593 095 214	794 668 608	712 152 011	2 621 647 220	772 106 057	676 019 495
Télécommunications							
Abonnés Internet	22 827	15 160	15 889	15 118	15 118	15 582	16 132
Abonnés GSM (téléphonie mobile)	463 341	501 391	490 063	489 339	489 339	498 641	504 820
Tourisme							
Nombre de nuitées vendues	46 300	43 076	45 284	46 705	181 365	44 166	43 006
Créations et cessations							
Créations d'entreprises	550	269					
Cessations d'entreprises	90	23					
Finances publiques							
Recettes totales + dons	30 664	54 902	86 849	127 607	127 607	29 492	36 292
Recettes totales ou budgétaires	27 677	50 759	80 886	116 876	116 876	28 363	35 015
Recettes fiscales	16 106	31 614	49 443	69 385	69 385	18 197	24 314
Impôts directs	6 810	13 356	20 510	29 437	29 437	8 512	11 647
Impôts indirects	8 463	16 650	26 746	37 089	37 089	8 539	11 166
Autres taxes	834	1 608	2 187	2 859	2 859	1 146	1 501
Recettes non fiscales	11 570	19 146	31 443	47 491	47 491	10 166	10 701
Dons	2 987	4 143	5 964	10 731	10 731	1 129	1 277
Dépenses totales	33 429	63 435	96 080	140 671	140 671	29 382	30 002
Dépenses courantes	26 137	49 598	69 847	91 154	91 154	23 285	31 960
Dépenses d'investissements	5 447	11 992	24 388	45 517	45 517	6 097	7 042
Dépenses Covid-19	1 845	1 845	1 845	4 000	4 000	0	0
Solde budgétaire (base ordonn.)	-2 765	-8 533	-9 230	-13 064	-13 064	110	6 290

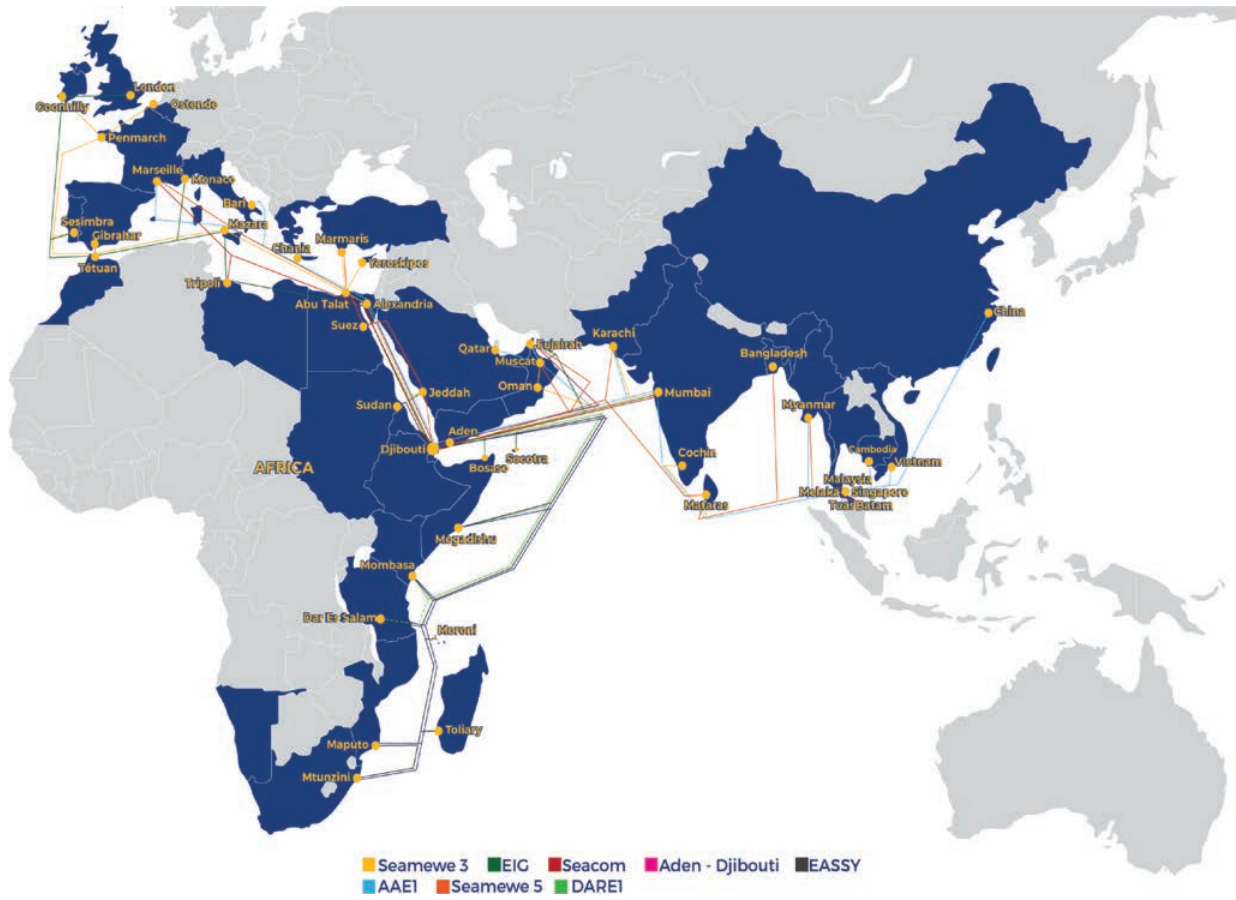
(suite à la page suivante)

(suite)

	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21	2021	T1 2022	T2 2022
Secteur extérieur							
Solde du compte courant	25 448	32 633	53 874	61 145	173 101	-	-
Balance des biens	7 131	13 227	34 593	44 493	99 443	-	-
Exportations	146 791	158 410	197 216	216 129	718 545	-	-
Importations	139 660	145 183	162 623	171 636	619 101	-	-
Millions FDJ							
Balance des services	15 635	17 536	14 149	13 665	60 985	-	-
Exportations	43 505	46 291	45 210	45 082	180 088	-	-
Importations	27 870	28 755	31 061	31 417	119 103	-	-
IDE	7 868	7 550	7 109	7 109	29 635	-	-
Situation monétaire							
Masse monétaire	475 804	465 306	474 174	478 421	478 421	457 556	435 880
Avoirs extérieurs nets	368 017	351 832	357 903	348 417	348 417	319 114	304 276
Crédits à l'État	11 481	11 816	16 209	19 263	19 263	17 329	17 468
Crédits à l'économie	160 935	162 585	157 984	161 621	161 621	173 502	166 033
Dettes publiques							
Arriérés sur la dette extérieure directe	14 158	14 553	14 158	14 156	14 156	17 955	18 391
Intérêts sur dette extérieure directe	10 664	10 721	10 664	10 789	10 789	12 401	12 458
INFLATION							
Indice global	0,50 %	0,50 %	0,025	2,50 %	2,50 %	3,6 %	11,5 %

Source : Direction de l'économie et du plan (DEP)

ANNEXE 4 : CARTE DES CÂBLES SOUS-MARINS DE DJIBOUTI TELECOM



Source : Djibouti Telecom.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433